

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# PLUi

Communauté de communes *Jura nord*



**H**ABITAT



**É**CONOMIE



**T**RANSPORT



**E**NVIRONNEMENT



**P**ATRIMOINE

Réponse aux avis des partenaires et des communes  
Mars 2024

### Récapitulatif des avis des partenaires

<b>Structure</b>	<b>Avis</b>
Direction Départementale des Territoires (DDT) 39	Favorable avec réserves
Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Bourgogne Franche Comté	Favorable avec réserves
Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Jura	Favorable sur les dispositions du règlement encadrant les extensions et les annexes des bâtiments existants en zone agricole et naturelle
	Favorable avec réserves sur les STECAL
	Favorable sur la consommation d'espaces (territoire non-couvert par un SCoT)
Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) Bourgogne Franche Comté	Favorable
Chambre d'Agriculture du Jura	Favorable avec réserves
Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)	Favorable avec remarques
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) 39	Favorable
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)	Favorable avec réserves
Réseau de Transport d'Electricité (RTE)	Favorable avec réserves
Syndicat mixte d'aménagement de la moyenne & basse vallée de l'ognon (SMAMBVO)	Favorable avec réserves
Communauté d'Agglomération du Grand Dôle (CAGD)	Favorable
Etablissement Public Territorial du Bassin (EPTB)	Favorable avec réserves
Région Bourgogne-Franche-Comté	/
Département du Jura	Favorable avec réserves
Communauté de Communes du Val de Gray	Défavorable
PETR du Pays Graylois	Défavorable
Communauté de Communes de la Plaine Jurassienne	Favorable

### Récapitulatif des avis des communes

<u>Communes sur le territoire du PLUI</u>	<u>Avis</u>	<u>Réserves</u>
Brans	Défavorable (réception le 14 septembre)	Contestation de la zone humide sur la zone à urbaniser de la commune
Courtefontaine		
Dammartin-Marpain	Favorable	
Dampierre	Réservé	Classement parcelles en U
Etrepigny	Réservé	Commerces en UR
Evans	Réservé	Classement de 7 parcelles en U
Fraisans	Favorable	
Gendrey	Réservé	Commerces en UR
La Barre	Défavorable	Pas de précision sur les raisons de l'avis dans la délibération
La Bretenière	Favorable	
Louvatange	Favorable	
Monteplain	Défavorable	Pas de précision sur les raisons de l'avis dans la délibération
Montmirey-la-Ville	Réservé	Commerces en UR
Montmirey-le-Château	Réservé	Commerces en UR
Mutigney	Favorable	
Offlanges	Réservé	Commerces en UR + suppression 1AUAc

Orchamps	Réservé	Demandes de modifications du zonage et du règlement + Commerces en UR
Ougney	Favorable	
Our	Favorable	
Pagney	Réservé	Commerces en UR
Plumont	Défavorable	Pas de précision sur les raisons de l'avis dans la délibération
Ranchot	Réservé	Souhait d'aménagements sur la ZA Route de Gendrey + Modification de zonage
Rans	Réservé	Modifications zonage + Commerces en UR
Romain	Favorable	
Rouffange	Favorable	
Salans	Réservé	Commerces en UR + modifications zonage
Saligney	Réservé	Commerces en UR
Sermange	Favorable	
Serre-les-Moulières		
Taxenne	Favorable	
Thervay	Favorable	
Vitreux	Favorable	

## Table des matières

1.	Analyse de l'avis des partenaires.....	6
1.1	La Direction Départementale des Territoires du Jura .....	6
1.2	La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) Bourgogne Franche Comté .....	18
1.3	Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Jura .....	26
1.4	La Chambre d'Agriculture du Jura .....	28
1.5	Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) .....	34
1.6	Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) .....	35
1.7	Réseau de Transport et d'Electricité (RTE) .....	44
1.8	Syndicat Mixte d'Aménagement de la Moyenne & Basse Vallée de l'Ognon (SMAMBVO).....	47
1.9	Etablissement Public Territorial du Bassin Saône et Doubs .....	52
1.10	Département du Jura .....	59
1.11	Région Bourgogne Franche Comté.....	62
1.12	PETR du Pays Graylois .....	67
1.13	Communauté de Communes du Val de Gray .....	68
2.	Analyse des avis des communes.....	69

## **1. Analyse de l'avis des partenaires**

### 1.1 La Direction Départementale des Territoires du Jura

*Avis favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><u>Les besoins en logements :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Préciser le scénario de développement et notamment le calcul des besoins de logements.</li> <li>Définir la typologie des logements à produire par secteur.</li> </ul>	Rapport de présentation	Le calcul du besoin en logements fait l'objet de plusieurs pages au sein de la justification des choix (3. Une construction du scénario d'évolution en plusieurs étapes et 4. Le choix d'un scénario de développement ambitieux). La partie 4 sera étoffée pour une meilleure compréhension des résultats de ce calcul. La typologie des logements à produire par secteur est précisée à l'échelle des OAP, projet par projet, ce qui permet de prendre en compte les caractéristiques des sites et le contexte dans lequel s'insèrent les projets. A l'échelle du territoire, les fourchettes de densité exposées par le PADD et ayant servi à la construction du scénario permettent de maintenir des typologies diversifiées pour répondre à différents types de besoin.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Si le constat de l'ancienneté du parc est fait, il serait opportun de le compléter par un bilan de la mobilisation des aides de l'agence nationale de l'habitat (ANAH) sur le territoire. Une telle étude permettrait, le cas échéant, de mettre en place des outils opérationnels susceptibles de lutter contre la précarité énergétique, et de réduire la vacance.</li> <li>Si le parc locatif social est présenté, aucune conclusion n'est proposée à propos de son rôle par rapport au parc privé, et de l'intérêt de poursuivre son développement. De même, il aurait été intéressant d'insister davantage sur la rénovation énergétique des logements.</li> </ul>	Hors PLUi	Ces besoins d'analyse pourraient en effet justifier de l'élaboration à terme d'un PLH sur le territoire.
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'objectif affiché est de stabiliser celle-ci, et de remettre sur le marché des logements vacants. Sur ce dernier point, l'analyse paraît un peu légère, et une étude détaillée permettrait de décliner des orientations d'aménagement plus opérationnelles. L'objectif de résorption de 234 logements vacants devrait être affiché dans le PADD, car il contribue à réduire la consommation de l'espace, et l'extension des réseaux.</li> </ul>	PADD	Comme mis en avant dans les justifications (p29), il existe un décalage important entre le nombre de logements recensés par l'INSEE et ceux recensés auprès des maires des communes. De ce fait, il a plutôt été choisi l'affirmation d'un objectif de stabilisation plutôt que d'un objectif chiffré de résorption de la vacance, afin de ne pas partir de bases erronées.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter les densités fixées dans le PADD pour contribuer efficacement à la préservation du foncier comme le préconise le PADD.</li> </ul>	PADD	Suite au premier arrêt de 2019, les densités ont été augmentées, passant d'une fourchette de 8 – 12 logements par hectare à 10 – 12 logements par hectare au sein du PADD. Cette évolution montre l'implication des élus vers une densité plus importante. D'autant plus qu'au sein des OAP, avec lesquelles les opérations doivent observer un rapport de compatibilité, les densités sont au-delà des objectifs du PADD.

<ul style="list-style-type: none"><li>Ajouter le détail à l'échelle communale et parcellaire de l'étude de densification qui a dû être réalisée afin de respecter les dispositions de l'article L.151-4 du Code de l'urbanisme</li></ul>	Rapport de présentation	<p>Les objectifs affichés au sein du PADD ne seront cependant pas réhaussés, exposant une moyenne. Il est à noter que les densités de plusieurs sites de projet ont été augmentées suite aux retours des service de l'Etat sur le dossier de dérogation, suite à une nouvelle rencontre avec les élus.</p> <p>L'article L151-4 du code de l'urbanisme demande une analyse de la « capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales ». Cette analyse est exposée à partir de la p18 de la justification des choix, et les chiffres sont exposés en fonction de l'armature territoriale :</p> <table><tr><th></th><th>Potentiel Foncier (en ha)</th></tr><tr><td>Pôles de vie</td><td>5,63</td></tr><tr><td>Pôles de vie en devenir</td><td>2,51</td></tr><tr><td>Villages</td><td>14,43</td></tr><tr><td>Total CCJN</td><td>22,56</td></tr></table> <p>Le projet vient donc répondre aux dispositions du code de l'urbanisme. Le détail à l'échelle communale pourra être ajouté dans cette même partie du rapport de présentation afin d'être plus précis.</p>		Potentiel Foncier (en ha)	Pôles de vie	5,63	Pôles de vie en devenir	2,51	Villages	14,43	Total CCJN	22,56
	Potentiel Foncier (en ha)											
Pôles de vie	5,63											
Pôles de vie en devenir	2,51											
Villages	14,43											
Total CCJN	22,56											
<p><u>La sobriété foncière :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>L'analyse de la consommation foncière ne respecte pas l'article L.151-4 du code de l'urbanisme qui demande que le rapport de présentation « analyse la consommation [...] au cours des dix dernières années précédant l'arrêt du projet de plan » autrement dit entre 2011 et 2021.</li></ul>	Rapport de présentation	<p>L'élaboration du PLUi de la CCJN a été prescrite le 13 novembre 2014. Dès la phase de diagnostic a été lancée une analyse de la consommation d'espaces couvrant la période 2004-2018, en se basant sur le traitement des fichiers fonciers de 2004 à 2014, complété par les permis de construire déposés jusqu'à 2018. Ce projet de PLUi a été arrêté en 2019.</p> <p>Suite à la réception des avis PPA et des communes, le territoire a décidé de retravailler le projet pour qu'il corresponde davantage aux ambitions locales. Concomitamment, le cadre réglementaire a fortement évolué sur le volet foncier avec la loi Climat et Résilience, affirmant un objectif national Zéro Artificialisation Nette à horizon 2050. Les décrets d'application de la loi sortent encore et viennent éclairer</p>										



		<p>progressivement les méthodologies attendues afin d'inscrire les territoires dans cette trajectoire via les documents d'urbanisme.</p> <p>Ainsi, dans le cadre de la deuxième version du projet, deux méthodes d'analyse avaient été exposées pour répondre au cadre réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A été complétée l'analyse de la consommation d'espaces réalisée lors du premier projet, via le recensement des autorisations d'urbanisme et les compléments apportés par les élus lors de permanences, jusqu'à 2021. Cette analyse a permis de montrer un ralentissement du rythme de consommation d'espaces ;</li> <li>- En parallèle, au sein des justifications, a été analysée l'artificialisation des sols en se basant sur les données du Portail de l'Artificialisation, qui est de plus en plus affirmé comme l'observatoire de référence sur le volet foncier à l'échelle nationale. Il apparaît alors que 82 hectares ont été artificialisés sur la période 2011-2021, servant à la fois de référence pour inscrire le projet dans la trajectoire Zéro Artificialisation Nette, mais également dans le cadre de la loi ALUR comme indicateur de consommation d'espaces sur les 10 ans précédant l'arrêt.</li> </ul> <p>La compatibilité avec le SRADDET est analysée et affirmée au regard de cette seconde méthode, à partir de la p74 des justifications. Le territoire a même été au-delà en faisant l'exercice Zéro Artificialisation Nette à son échelle (soit une réduction de 50% de la consommation d'espaces, puis une intégration de la notion d'artificialisation à partir de 2031). Faute de données plus précises disponibles, ce sont les données Corine Land Cover qui ont été utilisées pour renseigner l'occupation des sols.</p> <p>La trajectoire ZAN à l'échelle de Jura Nord (avant la territorialisation réalisée par le SRADDET Bourgogne Franche Comté) ouvrirait une enveloppe de 3,5 hectares par an entre 2021 et 2035. Le projet porté par le PLUi aboutissait à une enveloppe foncière de 3,1 hectares par an sur le temps du projet (2022-2035). Il répond donc bien au cadre foncier donné via « l'exercice du ZAN » à son échelle.</p>
--	--	--

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ajouter le détail de calcul qui permettent de déterminer la superficie totale qu'il serait nécessaire d'urbaniser pour le développement économique, et pour répondre aux besoins en logement induits par l'augmentation de la population, et le desserrement des ménages. En outre, il est mentionné que 38,8% des extensions nécessaires sont déjà urbanisées. Cette affirmation doit faire l'objet d'une explication.</li> </ul>	<p>Rapport de Présentation</p>	<p>Le PLUi de Jura Nord ayant été arrêté pour la seconde fois le 23 mars 2023, un complément de l'analyse de la consommation d'espace sur la dernière année avant l'arrêt aurait pu être mené, mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les données n'étaient pas encore disponibles sur le Portail de l'Artificialisation ;</li> <li>- Un complément via le recensement des autorisations d'urbanisme n'aurait pas été efficace car peu associable aux données du Portail, non localisées.</li> </ul> <p>Cela ne doit néanmoins pas remettre en cause la forte ambition de la CCJN en termes fonciers, et son inscription dans la trajectoire Zéro Artificialisation Nette.</p> <p>Les données sur l'année 2022 sont à ce jour disponibles sur le Portail de l'Artificialisation : le rapport des justifications pourra être complété avec ces nouvelles données à titre informatif.</p> <p>L'estimation des besoins fonciers en termes économiques ne s'est pas appuyée sur les perspectives démographiques, sinon sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une analyse foncière des disponibilités restantes dans les zones existantes ;</li> <li>- Une approche des acteurs économiques du territoire ;</li> <li>- Une étude d'opportunité, notamment afin d'appuyer la zone d'activités des 4 fesses à Dammartin Marpain.</li> </ul> <p>Ainsi, le rapport de présentation ne pourra pas être complété des calculs liés à l'évolution démographique puisqu'une autre logique a prévalu, moins théorique. L'ensemble des justifications sont présentées à partir de la p31 de la justification des choix « <i>les besoins en matière de développement économique</i> ».</p> <p>Grace au croisement des zones AU avec les données CLC 2018, on a pu observer que 38% des zones AU était classés en « territoires artificialisés ». De ce fait, ces 13 hectares ne représentent pas des territoires agricoles ou forestiers (p75 des justifications) et ne sont pas à comptabiliser dans la consommation foncière d'ENAF. Des compléments pourront être apportés aux justifications pour une plus grande clarté.</p>
---	------------------------------------	--





<ul style="list-style-type: none"> <li>• Joindre les différents zonages préalables concernant l'alimentation et l'assainissement</li> <li>• Le règlement doit interdire les rejets des eaux de pluie dans le réseau de collecte des effluents traités par les stations d'épuration.</li> <li>• Le règlement n'est pas conforme à l'article L.224-10 du Code général des collectivités territoriales qui implique : La collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet, ou la réutilisation de l'ensemble des effluents si le secteur dispose d'un assainissement collectif</li> </ul> <p><u>Sur les risques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mentionner l'ensemble des communes concernées par les deux plans de prévention des risques d'inondation ainsi que les atlas des zones inondables et des risques géologiques</li> </ul> <p><u>Sur les mobilités :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir, a minima dans les pôles de vie actuels et en devenir, les projets de déplacements doux non-motorisés (vélo)</li> </ul>	<p>Annexes</p> <p>Règlement</p> <p>Règlement</p> <p>Diagnostic et EIE</p> <p>Règlement OAP et</p>	<p>Ces zonages sont déjà présents en annexes</p> <p>Le rejet dans le réseau d'assainissement n'est autorisé qu'en dernier recours. Il convient de réserver la possibilité de raccorder les constructions au réseau unitaire existant lorsque le sol ne peut assurer leur infiltration complète.</p> <p>La mention suivante sera supprimée pour rendre le règlement conformément à l'article L.224-10 : « Aussi, une parcelle identifiée en zone d'assainissement collectif qui ne serait pas directement desservie par le réseau existant n'entraîne pas l'obligation, par la Communauté de communes, de la desservir par le réseau public. Le cas échéant, la Communauté de communes se réserve le droit, après étude comparative, de choisir et de revoir le mode de zonage le plus approprié à la situation »</p> <p>Ces mentions seront ajoutées.</p> <p>Le dossier des OAP du projet s'organise en OAP communales mettant en avant les projets des communes, au sein desquelles les projets de développement (couverts par une OAP sectorielle) prennent place. Lorsque les communes ont des ambitions en termes de mobilités douces, celles-ci ont été exprimées à cet endroit (<i>partie 3 Projet stratégique du secteur identifié</i>). Au sein des OAP sectorielles, le tracé envisagé est représenté comme suit :</p> <p>--- Cheminement doux à créer</p> <p>---- Renforcement du maillage modes doux</p> <p>Au sein du règlement graphique, comme souligné au sein de l'avis, ce sont les emplacements réservés qui traduisent réglementairement les projets de déplacements doux, ou les voix et chemins à conserver ou créer, lorsque l'accès doit être</p>
--	---	--









<p>Les OAP</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir les alternatives à la voiture individuelle via une OAP mobilité</li> <li>• Les OAP sectorielles ne prennent pas suffisamment en compte le contexte existant et ne garantissent pas une intégration paysagère urbaine et architecturale satisfaisante des futurs projets.</li> </ul> <p>Les Annexes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En application des dispositions de l'article R 151-52 du Code de l'urbanisme, les annexes devront comporter notamment les plans délimitant les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain.</li> <li>• Joindre aux annexes un plan d'ensemble complet des SUP</li> </ul>	<p>OAP</p> <p>Annexes</p>	<p>du territoire exprimé dans le PADD de favoriser les circuits courts.</p> <p>Via les OAP et les inscriptions graphiques apparaissant au règlement notamment, le projet de PLUi vise à promouvoir les mobilités alternatives à la voiture individuelle. L'OAP mobilités n'étant pas une obligation réglementaire, le choix est fait de ne pas en formaliser une au sein de ce PLUi.</p> <p>Les OAP sectorielles s'intègrent dans des OAP communales, précédées d'une analyse paysagère et environnementale fine. Il s'agit en effet d'intégrer les projets dans le contexte paysager plus large, pour favoriser sa bonne intégration. Faute de précision sur les attentes, cet avis ne pourra être pris en compte.</p> <p>Des plans à l'échelle communale seront formalisés pour indiquer les périmètres à l'intérieur duquel s'appliquera le Droit de Préemption Urbain.</p> <p>Les plans seront récupérés sur le GPU et ajoutés en annexes, par commune pour les données existantes.</p>
--	---------------------------	---

## 1.2 La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) Bourgogne Franche Comté

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><u>Sur le scénario démographique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Revoir à la baisse le scénario démographique pour être cohérent avec les évolutions constatées depuis 2010 et les projections de l'INSEE ;</li> </ul>	<p>PADD Rapport de présentation</p>	<p>Le scénario d'évolution a fait l'objet de nombreux débats depuis l'amorce de la démarche d'élaboration. La justification de l'horizon démographique souhaité par le projet fait l'objet d'une partie ad hoc des justifications, à partir de la p28. Suite au premier arrêt, de nouvelles discussions ont été menées autour de cet objectif. De ce fait, le scénario démographique ne sera pas revu à la baisse car traduit une ambition politique forte. Par ailleurs, comme souligné dans l'avis de la DDT39, la localisation du territoire entre Dôle et Besançon vient appuyer cette ambition territoriale.</p>
<p><u>Sur la densité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Revoir à la hausse les objectifs de densité minimale afin de répondre aux objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, et mettre en place des mesures pour garantir une mise en œuvre effective de la densité fixée en dehors des secteurs cadrés par une OAP ;</li> </ul>	<p>PADD</p>	<p>Suite au premier arrêt de 2019, les densités ont été augmentées, passant d'une fourchette de 8 – 12 logements par hectare à 10 – 12 logements par hectare au sein du PADD. Cette évolution montre l'implication des élus vers une densité plus importante. D'autant plus qu'au sein des OAP, avec lesquelles les opérations doivent observer un rapport de compatibilité, les densités sont au-delà des objectifs du PADD.</p> <p>Les objectifs affichés au sein du PADD ne seront cependant pas réhaussés, exposant une moyenne. Il est à noter que les densités de plusieurs sites de projet ont été augmentées suite aux retours des services de l'État sur le dossier de dérogation.</p> <p>Pour les secteurs situés en dehors des OAP, ce sont les dispositions du règlement écrit qui encadrent de façon indirecte la densité (recul par rapport aux voies, hauteurs maximales des constructions...). Ces règles ont été élaborées pour veiller à la cohérence urbaine des communes, différenciées selon les secteurs (plus denses en cœur de bourg et moins dans les secteurs pavillonnaires).</p>
<p><u>Sur le diagnostic agricole :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser un diagnostic agricole permettant de s'assurer que les terres au potentiel agronomique le plus fort soient préservées de l'urbanisation.</li> </ul>	<p>Diagnostic et EIE</p>	<p>L'évaluation environnementale a réalisé une étude multicritères des secteurs de projet au sein de laquelle apparaît le classement en parcelles biologiques et AOC. Par ailleurs, des cartes réalisées par la Chambre d'Agriculture en phase diagnostic ont permis d'éclairer les choix des élus sur les secteurs de développement. Lors de la rédaction du dossier de demande de</p>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléter le rapport avec les données manquantes pour pouvoir comparer la consommation foncière du projet de PLUi avec celle de la période de référence passée.</li> </ul>	Justifications	<p>2021). Il convient dès lors de se doter d'outils pour la mise à jour des données année après année en vue de respecter les exigences législatives et d'avoir une analyse fine et précise de l'artificialisation jurassienne.</p> <p>Dans le cadre de cet observatoire, les établissements publics de coopération intercommunal pourront avoir recours à différentes prestations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation de la loi et de ses effets</li> <li>• Étude de la consommation ENAF 2011-2020</li> <li>• Présentation de la méthodologie aux services des EPCI</li> <li>• Mise à jour annuelle et suivi de l'utilisation par les services</li> <li>• Création Rapport local de suivi de l'artificialisation</li> </ul> <p>Territoires ingénierie Jura s'appuiera sur l'expertise développée au sein de la communauté de communes Champagnole Nozeroy Jura en capitalisant l'acquisition des données au niveau départemental et la méthodologie et en mutualisant les personnels de la communauté de communes Champagnole Nozeroy Jura en charge des questions d'urbanisme et du département (service d'information géographique) nécessaires à la réalisation des travaux</p> <p>Ce fonctionnement est au moins valable jusqu'en 2030, ensuite la loi prévoit de ne plus parler de consommation d'ENAF mais d'artificialisation. Il faudra alors adapter la méthodologie afin de continuer à observer et quantifier le plus strictement possible les consommations foncières.</p> <p>L'État prévoit d'ici 2030 de fournir aux collectivités un outil de visualisation de l'Occupation du Sol Grande Échelle (OCS GE) qui devrait offrir une vision plus réaliste (basée sur de l'observation satellite) des changements de destination des sols. Cet observatoire départemental profitera de ces sources de données pour améliorer le suivi. (Création potentielle d'un Modèle d'Occupation du Sol Jurassien).</p> <p>L'analyse de la consommation d'espaces a croisé plusieurs méthodes, chacune présentant des avantages mais aussi des inconvénients. Notamment l'Observatoire de l'Artificialisation nous renseigne sur la vocation des espaces artificialisés sans que l'on puisse déterminer leur localisation. De même, la méthode</p>
---	----------------	--



<ul style="list-style-type: none"><li>• Préciser les espaces qui relèvent réellement de l'extension des tâches urbaines afin d'apprécier des efforts de sobriété foncière réalisés par la collectivité.</li><li>• Revoir à la hausse les objectifs de densité minimale afin de répondre aux objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain</li></ul> <p><u>Sur les espaces à vocation d'activités, d'équipements et d'infrastructures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Evaluer la consommation d'espaces projetée par les emplacements réservés</li><li>• Justifier des choix des secteurs d'urbanisation dans des secteurs concernés par le risque de ruissellement au regard d'une analyse du moindre impact environnemental ;</li></ul>	<p>Justifications</p> <p>PADD</p> <p>Justifications</p> <p>Justifications</p>	<table><tr><th></th><th>Potentiel Foncier (en ha)</th></tr><tr><td>Pôles de vie</td><td>5,63</td></tr><tr><td>Pôles de vie en devenir</td><td>2,51</td></tr><tr><td>Villages</td><td>14,43</td></tr><tr><td>Total CCJN</td><td>22,56</td></tr></table> <p>Le projet vient donc répondre aux dispositions du code de l'urbanisme. Le détail à l'échelle communale pourra être ajouté dans cette même partie du rapport de présentation.</p> <p>Les espaces relevant de l'extension des tâches urbaines sont classés en « A Urbaniser ». La réalisation de 91% des logements au sein des OAP, dont la quasi-totalité est en extension relève d'un <u>maximum</u>, afin d'inciter les élus à proposer des typologies de logements plus diversifiées / plus denses. L'ensemble de la justification est exposée p88 et 89 du rapport des justifications.</p> <p>Voir avis DDT</p> <p>Comme exposé p100 des justifications, les 65 emplacements réservés recouvrent une superficie totale de 12,80 hectares. Il est cependant difficile au stade de la planification d'estimer combien d'hectares seront réellement consommés dans le cadre de ces aménagements, qui ne viendront pas artificialiser l'ensemble des ténements.</p> <p>8 OAP sont concernés :</p>		Potentiel Foncier (en ha)	Pôles de vie	5,63	Pôles de vie en devenir	2,51	Villages	14,43	Total CCJN	22,56
	Potentiel Foncier (en ha)											
Pôles de vie	5,63											
Pôles de vie en devenir	2,51											
Villages	14,43											
Total CCJN	22,56											

<p><u>Sur la biodiversité, et les continuités écologiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre en considération les remarques du rapport d'évaluation environnementale quant à la préservation et la protection des pelouses sèches, habitat d'intérêt en forte régression.</li> <li>• Justifier le choix des sites d'urbanisation au regard du moindre impact environnemental et de restituer la démarche d'évitement menée à l'échelle intercommunale</li> </ul> <p><u>Sur les zones humides :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre les solutions d'évitement nécessaires et adaptées afin de garantir la préservation de l'ensemble des zones humides présentes sur le territoire de la communauté de communes du Jura Nord et de prévoir si nécessaire des mesures de compensation.</li> <li>• Mettre à jour les conclusions des expertises zones humides menées en 2019 sur la base de la réglementation actuelle et justifier de la compatibilité du projet de PLUi avec les dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse ;</li> </ul>	<p>OAP TVB</p> <p>Justification des choix</p> <p>EE</p> <p>EE</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>commune</th><th>statut</th><th>nom</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Ranchot</td><td>ext...</td><td>Rue de Gendrey - Rue des Combottes</td></tr> <tr> <td>Ougney</td><td>ext...</td><td>Impasse sur le Moulin Est</td></tr> <tr> <td>Louvatange</td><td>ext...</td><td>Rue des Vignes</td></tr> <tr> <td>Romain</td><td>ext...</td><td>Grande Rue est</td></tr> <tr> <td>Thervay</td><td>ext...</td><td>Route de Dijon</td></tr> <tr> <td>Pagney</td><td>ext...</td><td>Rue du Chalet Est</td></tr> <tr> <td>Evans</td><td>ext...</td><td>Grande Rue</td></tr> <tr> <td>Louvatange</td><td>ext...</td><td>Sud du village</td></tr> </tbody> </table> <p>Le maintien de ces secteurs sera justifié.</p> <p>A Brans, la parcelle visée fait partie d'une zone Natura 2000 car couvre des pelouses sèches, mais une exploitation y est aujourd'hui installée. La commune souhaite alors maintenir une zone A.</p> <p>A Taxenne, la zone visée est reclassée en Ap.</p> <p>L'évaluation environnementale restitue la démarche itérative de l'élaboration du PLUi. Les modifications suite au premier arrêt ont aussi permis de retirer les sites les plus sensibles des secteurs constructibles.</p> <p>Il est à noter que le territoire de Jura Nord n'est à ce jour pas couvert par un SCoT. De ce fait, les secteurs ouverts à l'urbanisation ont fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation où les impacts potentiels des projets ont été détaillés. Cette démarche a permis d'exclure la possibilité de conserver des secteurs de projet au sein de sites sensibles.</p> <p>Voir réponse apportée à la DDT</p> <p>L'ER1 de Rans sera redécoupé.</p>	commune	statut	nom	Ranchot	ext...	Rue de Gendrey - Rue des Combottes	Ougney	ext...	Impasse sur le Moulin Est	Louvatange	ext...	Rue des Vignes	Romain	ext...	Grande Rue est	Thervay	ext...	Route de Dijon	Pagney	ext...	Rue du Chalet Est	Evans	ext...	Grande Rue	Louvatange	ext...	Sud du village
commune	statut	nom																											
Ranchot	ext...	Rue de Gendrey - Rue des Combottes																											
Ougney	ext...	Impasse sur le Moulin Est																											
Louvatange	ext...	Rue des Vignes																											
Romain	ext...	Grande Rue est																											
Thervay	ext...	Route de Dijon																											
Pagney	ext...	Rue du Chalet Est																											
Evans	ext...	Grande Rue																											
Louvatange	ext...	Sud du village																											




<p><u>Sur l'eau potable :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prendre en compte les conséquences du changement climatique sur la ressource en eau et d'examiner, le cas échéant, des solutions alternatives pour sécuriser l'alimentation en eau potable.</li> </ul>	EE	L'actualisation du rapport zones humides sera réalisée. La justification avec le SDAGE est faite p122 des Justifications
<p><u>Sur l'assainissement et les eaux pluviales :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre les contrôles de conformité et de proposer des actions permettant d'accompagner les particuliers dans la mise en conformité des systèmes épuratoires individuels.</li> </ul>	EE	La prise en compte des conséquences du dérèglement climatique est faite de manière diffuse, via plusieurs dispositions : perméabilité des espaces de stationnements, maintien des haies et plantations, protection des zones humides, etc.
<p><u>Sur les risques naturels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre la démarche d'évitement pour ne pas urbaniser en zone identifiée comme inondable et de justifier l'absence de solutions de substitution à l'aménagement de secteurs d'urbanisation en zone inondable.</li> <li>Inscrire la règle d'obligation d'étude géotechnique préalable dans les zones d'aléa moyen de gonflement d'argile au sein du règlement graphique (article 6 – dispositions particulières).</li> </ul>	OAP	Hors cadre PLUi
<p><u>Sur les effets induits sur le changement climatique et la transition énergétique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présenter la stratégie de développement des Enr sur le territoire et de d'appliquer une démarche d'évaluation environnementale avec recherche des mesures ERC pour le classement de ces zones destinées au développement des Enr.</li> </ul>	Règlement écrit	Aucun secteur d'urbanisation nouvelle n'est prévu en zone identifiée comme inondable, et ces risques sont bien maîtrisés dans les zones urbaines, comme démontré dans l'évaluation environnementale.
	EE	<p>Il n'est pas possible d'exiger d'étude spécifique lors du dossier d'autorisation du droit des sols. Néanmoins, la demande de la justification de la non-exposition à l'aléa peut être faite, et cet ajout sera donc effectué.</p> <p>Les incidences des zones de développement des EnR sont analysées dans l'évaluation environnementale. Ces zones représentent une surface faible par rapport au total des zones protégées.</p>

### 1.3 Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Jura

*Favorable sur les dispositions du règlement encadrant les extensions et les annexes des bâtiments existants en zone agricole et naturelle*



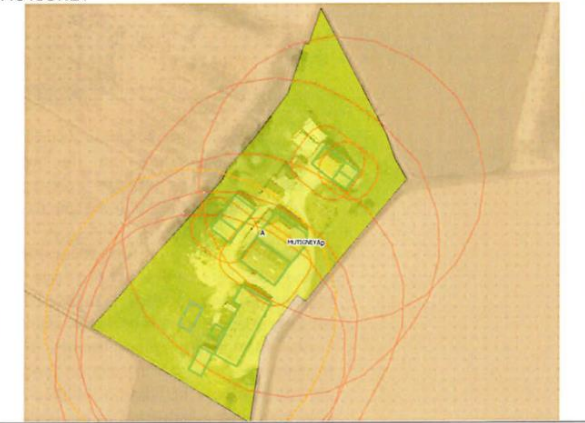

*Favorable avec réserves sur les STECAL*

*Favorable sur la consommation d'espaces (territoire non-couvert par un SCoT)*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
Identifier les STECAL dans le règlement graphique	Zonage	Les STECAL sont déjà représentés sur le règlement graphique, via une zone indicée. Les secteurs d'implantation des bâtiments des STECAL sont parfois précisés via cette inscription graphique :  99 - Secteur d'implantation des bâtiments des STECAL
Préciser pour chacun les règles de hauteur dans le règlement écrit.	Règlement	Les hauteurs seront limitées dans le STECAL Aa à 10 m au faitage, et dans les STECAL NI2 à 8m

#### 1.4 La Chambre d'Agriculture du Jura

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><b>ZONAGE AGRICOLE</b> : faire évoluer l'inconstructibilité de la majeure partie de la zone agricole qui pénalise même les sites existants. Reconnaissance en zone A des terres agricoles de la vallée de l'Ognon et du Doubs.</p> <div data-bbox="264 395 864 1145"> <div data-bbox="264 395 577 657"> <p>BRANS</p>  </div> <div data-bbox="582 395 864 657"> <p>SALANS</p>  </div> <div data-bbox="264 699 864 1145"> <p>MUTIGNEY</p>  </div> </div>	<p>Règlement graphique</p>	<p>En cohérence avec l'objectif du territoire de protection de la Trame Verte et Bleue et notamment des milieux ouverts, le classement de la majorité des terres agricole en zone Ap évite l'urbanisation de ces milieux et le « mitage » par de nouveaux bâtiments agricoles. Les exploitations sont alors concentrées dans des zones A permettant toutefois leurs extensions.</p> <p>Ce principe de protection général sera donc maintenu.</p> <p>Toutefois, pour les sites identifiés par la CA sur les communes d'Ougney, Taxenne, Brans, Salans et Mutigney, la zone A a été revue avec les élus afin de vérifier l'opportunité ou non de l'élargir.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Brans : le zonage sera revu selon la demande de la CA</li> <li>• Mutigney : idem</li> <li>• Ougney : le zonage sera maintenu en l'état</li> <li>• Salans : le zonage sera modifié selon ce plan</li> </ul> <div data-bbox="1160 671 1980 1214">  </div>

OUGNEY



TAXENNE



En conformité avec les orientations du PADD, orientation 2, axe 3. » Impulser et soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs pour assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs et maintenir une population rurale sur le territoire », la Chambre d'agriculture demande une révision générale du secteur A et Ap sur le territoire de JURA NORD

#### Sur le zonage :

Les zones UR en dent creuse sur Evans doivent être densifiées et faire l'objet d'orientations d'aménagement pour éviter une urbanisation au coup par coup non économe en foncier.

- EVANS : une vaste zone non équipée est en zone UR sans orientation d'aménagement. La définition de la zone A sur un secteur urbanisé est certainement erroné (?) (centre du village).







Taxenne : le zonage sera maintenu en l'état

Règlement  
graphique

Pour les secteurs situés en dehors des OAP, ce sont les dispositions du règlement écrit qui encadrent de façon indirecte la densité (recul par rapport aux voies, hauteurs maximales des constructions...). Ces règles ont été élaborées pour veiller à la cohérence urbaine des communes, différenciées selon les secteurs (plus denses en cœur de bourg et moins dans les secteurs pavillonnaires). La création d'une OAP entre l'arrêt et l'approbation entre l'arrêt et l'approbation, donc suite à l'enquête publique, constituerait une modification substantielle du dossier de PLUi et n'est donc pas permise par le code de l'urbanisme

<p>Justifier l'emprise de l'emplacement réservé n°25</p> <p><u>Sur les règlements :</u></p> <p><u>REGLEMENTS</u> : revoir le règlement inadapté de la zone agricole (gardiennage et construction agrotouristique). Adapter le règlement des zones U pour admettre des activités agricoles non réglementées et permettre de maintien et un développement des activités présentes conformément aux dispositions des réglementation sanitaires</p> <p><u>En zone Ap :</u>  <u>L'extension des bâtiments existant doit être portée au-delà de 30% voire jusqu'à 50% pour favoriser une valorisation durable des constructions existantes et permettre une augmentation de la capacité de stockage en fourrage liée au changement climatique. Également, cela peut éviter les abandons conduisant à des friches agricoles et constituer des opportunités de réinstallation ou de diversification des activités agricoles sur le territoire.</u></p> <p><u>La Chambre d'agriculture demande qu'une possibilité de maison de gardiennage reste possible pour les élevage allaitants et laitiers en l'absence de logement de gardiennage, dans la limite d'un seul logement par site et d'une implantation à moins de 50 mètres du bâtiment principal de l'exploitation afin de limiter le mitage. Bien sûr, cette construction doit justifier réellement la nécessité pour l'exploitation agricole et la surface habitable limitée au strict besoin d'une famille.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interdire les constructions d'hébergements touristiques en zone A</li> </ul> <p><u>Sur le projet ENR :</u></p> <p><u>PROJET ENR</u> : déclasser les zones Nenr sur les terres à potentiel agricole à Thervay, Orchamps, La Barre.</p>	<p>Zonage</p> <p>Zonage</p> <p>Règlement</p> <p>Règlement</p> <p>Règlement</p> <p>Règlement graphique</p>	<p>L'emprise de cet ER sera réduite ultérieurement après retour des études.</p> <p>Le règlement des locaux de gardiennage est justifié par une volonté de préservation du mitage par la création de logement permanent. L'agrotourisme sera interdit conformément au code de l'urbanisme (article L151-11).  Le règlement des zones U permet déjà la réfection et l'extension (jusqu'à 30%) des activités non-autorisés dans la zone. Ceci inclut les constructions agricoles, y compris les ICPE.</p> <p>Dans l'objectif de préservation des milieux ouverts, les extensions sont volontairement limitées en Ap. La majorité des exploitations susceptibles d'être support d'extensions sont toutefois classées en A où les extensions de bâtiments agricoles ne sont pas limitées.</p> <p>L'autorisation d'un seul logement à moins de 50 mètres et dans la limite de 100 m² de surface de plancher, sous réserve de justification de la nécessité et de l'absence de logement, sera ajoutée.</p> <p>Cette interdiction sera effectivement précisée, conformément au code de l'urbanisme.</p> <p>Orchamps : maintien en l'état  La Barre : Nenr pas sur des parcelles agricoles  Thervay : Le projet de centrale solaire au sol sur la parcelle communale a avancé par la mise en place d'une convention de partenariat entre la SEM EnR Citoyenne et la commune de Thervay et par la signature d'une promesse de</p>
--	---	---

<div data-bbox="264 199 577 422"> <p>THERVAY</p>  </div> <div data-bbox="586 199 936 422">  </div> <div data-bbox="264 454 577 726"> <p>ORCHAMPS</p>  </div> <div data-bbox="586 454 936 726">  </div>	<p>Règlement graphique OAP</p>	<p>bail emphytéotique. La réalisation d'une étude d'impact environnemental photovoltaïque est en cours. Le découpage de la zone ne doit pas être touché.</p> <p><i>Dammartin-Marpain</i> La zone d'activités des 4 fesses sera maintenue car fait partie de la stratégie de développement économique du territoire. Les négociations avec l'exploitant ne concernent pas la démarche de PLUi sinon ont lieu en aval de la procédure.</p> <p><i>Ranchot</i> L'article L112-1-3 du code rural stipule que : « Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole, ainsi que les projets d'installations agrivoltaïques au sens de l'article L. 314-36 du code de l'énergie, font l'objet d'une étude préalable comprenant au minimum une description du projet, une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, l'étude des effets du projet sur celle-ci, les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que des mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire. » Cette étude doit être réalisée en aval du PLUi, et les éventuelles compensations seront prises en charge par le maître d'ouvrage. La mise en place d'une compensation collective à l'agriculture n'est donc pas du ressort du PLUi.</p> <p>Les zones de non-traitement ne seront pas intégrées à l'intérieur des zones AU car cela réduit la capacité d'accueil. Par ailleurs, ces ZNT sont calculées à</p>
--	--------------------------------	--



		partir des constructions effectives : il n'y aurait donc pas de risques d'exposition pour les constructions même si elles sont localisées en limite de site.
--	--	--

## 1.5 Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
Dans les documents graphiques, le zonage agricole constructible semble être défini au plus près des exploitations agricoles présentes sur le territoire. Il conviendra de vérifier que le projet ne remette pas en cause, ni la pérennité et les possibilités d'extension des exploitations existantes, ni les possibilités d'installation de nouvelles exploitations.	Zonage	En cohérence avec l'objectif du territoire de protection de la Trame Verte et Bleue et notamment des milieux ouverts, le classement de la majorité des terres agricole en zone Ap évite l'urbanisation de ces milieux et le « mitage » par de nouveaux bâtiments agricoles. Les exploitations sont alors concentrées dans des zones A permettant toutefois leurs extensions. Ce principe de protection général sera donc maintenu. La zone A sera retravaillée sur certaines communes : voir réponse à l'avis de la Chambre d'Agriculture.

## 1.6 Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><u>Généralités</u></p> <p><u>Secteurs de projets soumis à opération d'aménagement d'ensemble :</u> Certains secteurs d'importance sont soumis à une réflexion d'aménagement d'ensemble, à juste titre, d'autres de la même importance ne le sont pas, comme par exemple l'OAP Chemin du Bois Clair à Dampierre (15 logements), l'OAP Rue de la Résistance à Orchamps (15 logements), celle de l'Impasse du Revers des Vaux sur la même commune (16 logements), l'OAP Route de Banne Sud à Pagney (15 logements), etc. Il conviendrait d'imposer cette cohérence globale pour tous les secteurs de ce type.</p> <p><u>Gestion des interfaces avec les espaces agricoles ou naturels :</u> De manière quasiment systématique, les OAP imposent « une frange végétale » en périphéries des secteurs urbanisables, afin de « gérer l'interface avec les espaces agricoles ». Ces franges végétales se retrouvant la plupart du temps de fait en fond des futures parcelles d'habitations, comment est-il prévu d'appliquer concrètement cette prescription ? Est-ce aux particuliers de planter chacun une portion de cette frange végétale, et donc de la déclarer sur leur permis de construire sous peine de refus d'autorisation ? Ou bien est-ce à l'aménageur, qu'il soit public ou privé, d'intégrer cet élément paysager dans son permis d'aménager et de le réaliser lors des travaux de viabilisation, ou mieux encore, sous forme de pré-verdissement de la zone ? Dans ce dernier cas, que je recommande, cette bande plantée périphérique restera-t-elle sur le domaine public (ou sur le domaine privé de la commune), ou sera-t-elle rétrocédée aux particuliers lors de la vente des parcelles ? Quelles seront les garanties d'entretien et de préservation de ces franges végétales dans le temps ? Comment sera assuré leur accessibilité pour entretien si elles restent dans le domaine public ?</p> <p>Les réponses à ces questions devraient transparaître dans les OAP pour que cette intention souvent louable de traiter les interfaces aient une chance d'aboutir à une réalisation effective, pérenne et de qualité.</p>	<p>OAP</p> <p>OAP</p>	<p>Pertinent au regard de la taille des opérations Dampierre → sera fait Orchamps Résistance → déjà une construction dans la zone, risque de blocage → maintien en l'état Orchamps Vaux → sera fait Pagney → ne sera pas fait</p> <p>Cette demande n'est pas traitable dans le cadre du PLUi. De plus, ces modes de gestion dépendent du type de projet (privé, aménageur, public...)</p>
<p><u>Observations par commune</u></p> <p><u>Dammartin-Marpain :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Retirer le secteur <b>rue des Tilleuls Sud</b> des zones constructibles car la poursuite de l'urbanisation linéaire proposée dépasse et détruit la limite qualitative.</li> </ul>	<p>Règlement graphique OAP</p>	<p>La CCJN et la commune souhaitent maintenir cette zone, qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Etait déjà constructible au sein du PLU de Dammartin-Marpain ;</li> <li>Fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, qui comprend la disposition suivante : « Créer une frange végétalisée afin de marquer qualitativement l'entrée dans le village et de faire le lien entre les deux vergers ».</li> </ul> <p>Ainsi, l'enjeu de maintenir une limite de village soignée avait d'ores et déjà été soulevée et prise en compte par la commune au sein de l'OAP.</p>

<p><u>Dampierre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Densifier le centre en l'épaississant au lieu d'étendre de manière peu dense et excentré</li> <li>• <b>OAP Chemin de la Plaine :</b> Modifier l'accès sud, représenter le tracé du cheminement doux</li> <li>• <b>OAP rue du Millénaire :</b> rajouter le fait que cette opération doit laisser l'espace nécessaire à la prolongation du chemin piéton amorcé dans le quartier existant au Nord, et qu'il faut relier les deux accès prévus, au minimum par un chemin piéton au travers de l'opération</li> </ul> <p><u>Ranchot :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Secteur d'activité route de Gendrey</b></li> </ul> <p>L'accès prévu dans l'angle de la zone, en contact direct avec le pont SNCF, me paraît mal placé autant pour l'efficacité de la desserte du site et la praticité de son aménagement futur que pour des questions de sécurité / visibilité, sur cet axe où les véhicules arrivent vite.</p> <p>Il convient de représenter graphiquement les prescriptions écrites du type « bande paysagère de 25 mètres minimum de part et d'autre du corridor écologique ».</p> <p>De l'autre côté de la route, le triangle définit comme « zone de jardin » sur le plan de zonage n'a aucune existence réelle sur le terrain (il s'agit d'une zone de grande culture). On peut d'ailleurs s'interroger sur l'intérêt de poursuivre l'urbanisation dans cette direction, à moins de traiter de manière très affirmée la nouvelle entrée Nord de Ranchot, avec ralentissement très marqué de la vitesse de circulation des véhicules venant de Gendrey.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP secteur Gare</b></li> </ul> <p>Il est indiqué une densité attendue de 10 à 20 logements / hectare. La fourchette est trop large, ou bien s'agit-il d'une volonté urbanistique de marquer un minimum et un maximum ?</p> <p>Ce secteur de plus de 4 hectares, en partie occupé, divisé en une multitude de parcelles, mérite une réflexion d'aménagement d'ensemble avec de réelles intention urbanistiques afin d'éviter les opérations au coup par coup, comme cela semble être plus ou moins envisagé.</p> <p><u>Evans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Impasse de l'Abbé Pelletier</b></li> </ul> <p>Je m'interroge sur le choix de ce site enclavé dont la desserte va se résoudre à prolonger une impasse déjà non souhaitable à l'origine. Il existe beaucoup d'autres sites potentiellement constructibles à Evans, respectant la structure du paysage villageois.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Grande Rue Nord</b></li> </ul>		<p>La densité des OAP sera augmentée</p> <p>Pb de nomination du site: A modifier pour lotissement JDJ le pole Santé. Favorable. Accès par l'entrée du lotissement</p> <p>Favorable. Accès de la rue de la Loutre au Nord jusqu'au bas de la rue du millénaire en passant par la ZI 39</p> <p>L'OAP ne sera pas reprise.</p> <p>L'OAP ne sera pas reprise.</p> <p>Prolongement du lotissement existant avec accès déjà prévu. Parcelle non isolée. Constructions récentes autour non figurées sur la carte.</p> <p>La zone AU ainsi que l'OAP seront reprises pour correspondre au projet travaillé avec la commune et prendre en compte le reméandrement du cours d'eau.</p>
---	--	--

<p>Le CAUE a produit une réflexion sur ce site en février 2022. Je suis surpris par l'ampleur de la zone humide qui dépasse très largement la limite de la crue centennale définie par l'EPTB. Il en résulte un tènement constructible extrêmement étroit et profond d'à peine 25 mètres de large pour 110 mètres de profondeur pour chacun des deux sous-secteurs, sur lesquels la commune aura bien des difficultés à réaliser ses projets de manière cohérente en termes d'urbanisme et de paysage. Une étude complémentaire devrait être menée pour juger de la pertinence et de la faisabilité d'une répartition des deux sous-secteurs dans l'autre sens (parallèlement à la rue), avec les équipements publics sur rue et le secteur logements en fond de parcelle. L'OAP devrait pouvoir ouvrir sur cette alternative pour ne pas bloquer le projet communal.</p> <p>L'OAP indique la construction de 30 logements sur 0,25 hectares... il doit s'agir d'une erreur.</p> <p><u>Fraisans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue de Rans</b> : Prévoir une rue traversante N/S dans la partie Ouest du secteur, notamment pour désenclaver l'impasse Pasteur</li> <li>• <b>OAP Le Noyer Blanc</b></li> </ul> <p><i>Sur une opération d'une telle ampleur, il convient de prévoir et de rendre obligatoire les espaces publics (minéraux et végétaux) indispensables à l'instauration d'une centralité à l'échelle du quartier.</i></p> <p><i>D'autre part, pour éviter l'enclavement complet de ce secteur, peut-on prévoir a minima un chemin piéton qui relie le plateau à la rue de Courtefontaine au travers du coteau boisé, au niveau de la maison de retraite par exemple ?</i></p> <p>La non prise en compte des observations émises sur le document précédent en 2019 est préoccupante quant à la qualité urbaine des opérations à venir, notamment en matière d'absence d'espaces publics supports de vie sociale dans la nappe pavillonnaire du Noyer Blanc.</p> <p><u>Gendrey :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur le plan de zonage est-il normalement que le bâtiment de l'ALSH et le parc attenant soient classés en zone Agricole ?</li> <li>• <b>OAP Rue Fontaine d'Embrun</b></li> </ul> <p><i>Préserver le magnifique lavoir signifie rendre inconstructible et inaccessibles (maintien dans le domaine public) une large portion de territoire autour de celui-ci. Il convient de le préciser.</i></p> <p><i>D'autre part, la topographie est marquée, la rue sinueuse et la visibilité faible entre le lavoir et le verger, rendant l'accès aux futures parcelles compliqué. Je ne suis pas du tout persuadé qu'il faille laisser en zone constructible cette partie du secteur, qui mériterait une étude plus fine.</i></p> <p><u>Montmirey-la-Ville :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Chemin de Frasnès</b> : Pas de justification d'un Emplacement Réservé pour accéder à cette parcelle en second rideau alors qu'il suffit d'emprunter le chemin existant pour la desservir, quitte à l'élargir un peu. Le CAUE s'interroge sur la raison qui conduit à imposer une voie</li> </ul>		<p>Le principe de desserte sera ajouté.</p> <p>Des dispositions seront ajoutées en ce sens.</p> <p>Le parc sera classé en N, et le bâtiment en UE.</p> <p>L'OAP sera ajustée pour mieux protéger les alentours du lavoir.</p> <p>L'OAP sera modifiée pour que l'accès se fasse sur le chemin existant. L'ER sera supprimé.</p>
--	--	--

<p>traversante alors qu'il n'y a qu'un seul chemin sur lequel va se greffer l'opération</p> <p><u>Orchamps :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il semble que sur le plan de zonage, l'un des losanges rouges repérant le « bâti remarquable » soit mal situé s'il doit identifier le beau lavoir couvert de la rue de la République face à la gendarmerie</li> <li><b>OAP Impasse du Revers des Vaux</b></li> </ul> <p><i>Pourquoi créer tant de rues nouvelles ? Il conviendrait de connecter mieux l'opération sur le réseau existant : entrée Sud par la rue du Revers des Vaux, piquage (au minimum piéton) sur le fond de l'Impasse du Revers des Vaux, sortie Nord sur le chemin du Pont (tel qu'exprimé au travers du plan de zonage et de ses emplacements réservés). Attention à la position de l'emplacement réservé Nord/Sud, qui paraît positionné trop vers l'Est pour desservir efficacement le secteur. Même si l'arrêt de l'urbanisation vers l'Est est probablement souhaitable aujourd'hui, prévoir dans l'organisation interne une possibilité d'extension sur le long terme. Enfin, imposer ici aussi une opération d'aménagement d'ensemble, à l'image des deux autres OAP Habitat de la commune.</i></p> <p>A noter que dans le PLUI de 2023, le piquage Nord a bien été rajouté. Le reste des observations est toujours valable.</p> <p><u>Ougney :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>OAP Rue du Four</b> : Prévoir de raccorder un chemin piéton depuis le futur quartier sur le chemin Nord-Est existant qui relie le cimetière à la partie Nord de la rue du Four</li> </ul> <p><u>Vitreux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>OAP Chemin du Désert</b></li> </ul> <p>Il est essentiel pour le développement harmonieux du village de créer une rue traversante qui relie le chemin du Désert au chemin des Tertres (au minimum piéton).</p> <p><u>Pagney :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>OAP Grande rue Est</b></li> </ul> <p>Le programme est tout à fait pertinent, sa localisation en cœur de village aussi, mais eu égard à l'enclavement de la parcelle, l'accessibilité aux moyens de secours et d'incendie a-t-elle été vérifiée ?</p> <p>D'autre part, il serait intéressant de trouver au minimum un chemin piéton permettant de rejoindre l'impasse de la rue du Chalet (en fond des petites parcelles de jardins 382, 138, 294, ou sur une bande de 2 mètres pris au Sud de la parcelle d'habitation 305).</p> <p><u>Rans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>OAP Rue des Tremblots Nord</b></li> </ul>		<p>Le losange identifie une maison bourgeoise. Les MH que sont le lavoir et la chapelle seront aussi identifiés.</p> <p>Les accès seront revus et une ouverture sera prévue vers l'est pour un possible développement futur.</p> <p>Le chemin piéton est déjà existant : il sera identifié dans l'OAP comme « à restaurer »</p> <p>La commune n'y est pas favorable.</p> <p>Le chemin piéton est déjà existant.</p>
--	--	---

<p>Marquer sur le plan l'accès principal par la rue des Tremblots, indiquer la nécessité de créer une rue traversante jusqu'à la rue des Fontaines pour un développement harmonieux du tissu bâti et du réseau de desserte du village.</p> <p>Phasage : la phase 1 semble moins évidente que la 2 car elle est dépendante d'un accès au travers d'une parcelle privée. Inverser les phases 1 et 2 ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue des Tremblots Sud</b></li> </ul> <p>Indiquer la création d'une rue traversante depuis l'accès prévu jusqu'au nouveau réseau créé par l'OAP rue des Tremblots Nord.</p> <p>Il devrait être précisé que cette opération doit faire l'objet d'un projet d'aménagement d'ensemble d'une part, en cohérence avec l'OAP des Tremblots Nord d'autre part. On peut d'ailleurs s'interroger sur l'existence de deux OAP distinctes pour ce territoire unique.</p> <p><u>Romain :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Grande Rue Est</b></li> </ul> <p>Il est prévu seulement 2 logements sur 3.500 m², soit des terrains individuels d'environ 1.700 m² chacun, générant une densité bien trop faible et un gaspillage d'espace agricole. Proposer 3 ou 4 logements sur ce site.</p> <p><u>Rouffange :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue du Puit / Route de Mercey Ouest</b></li> </ul> <p>Traiter les deux OAP en une seule, il s'agit d'un seul site cohérent.</p> <p>Prévoir de conserver le muret de pierre le long de la rue du Puits, hormis au droit des futurs accès.</p> <p><u>Salans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue de Roset</b></li> </ul> <p>Enterrer les lignes électriques existantes (MT ?) qui traversent le terrain, pour éviter de reproduire ce qui a été réalisé dans le lotissement des Cerisiers mitoyen.</p> <p><u>Sermange :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue du Four</b></li> </ul> <p><i>Prévoir un cheminement piéton qui rejoint la rue du Four à l'Ouest.</i></p> <p>D'autre part, pour être moins excentré, l'accès véhicule à cette parcelle pourrait se situer entre les deux dernières maisons du village (en face de la petite parcelle 46) plutôt qu'au-delà de la dernière maison.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue d'Orchamps</b></li> </ul>		<p>L'accès sera créé rue de la fontaine car l'accès n'est pas possible rue des Tremblots</p> <p>Favorable à imposer une opération d'ensemble. Accès depuis ZR3 et rue de la fontaine.</p> <p>L'OAP prévoira 3 ou 4 logements</p> <p>L'OAP sera modifiée en ce sens.</p> <p>Cette disposition sera ajoutée à l'OAP.</p> <p>Accès piétons favorable - Accès véhicules par la route d'Orchamps d'un côté et le chemin de la Vie d'Ane de l'autre.</p> <p>La commune ne souhaite pas que ces arbres soient coupés.</p>
---	--	--



<p>Les arbres existants le long de la rue d'Orchamps semblent en mauvais état. Il ne me paraît pas pertinent d'imposer leur conservation dans l'OAP, ni même leur remplacement par rapport à la logique paysagère de ce secteur du village une fois les futures constructions réalisées.</p> <p>Le bout de parcelle 84 à l'Est de la rue d'Orchamps, pris sur la zone Agricole Protégée et rattaché à cette OAP ne me semble justifié ni d'un point de vue urbanistique ni d'un point de vue paysager.</p> <p><u>Taxenne :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue du Puits :</b> Il est indiqué un gabarit en R+1 sur le schéma et de plain-pied dans le texte</li> </ul> <p><u>Thervay :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OAP Rue des Aigeottes</b> Il est imposé la préservation d'un accès aux parcelles à l'arrière « pour permettre des développements de plus long terme », cet accès étant représenté au Nord du secteur. Etant donné qu'il en existe déjà un à seulement 35 mètres plus au Nord, nous suggérons d'éloigner vers le Sud cet accès pour qu'il ait un sens, et de gérer l'intimité des habitants de la parcelle 39 (dont un grand nombre de fenêtres donne avec peu de recul sur le secteur de l'OAP) par la définition d'une bande d'inconstructibilité en limite Nord du secteur.</li> <li>• <b>OAP Rue de Derrière la Ville</b> La végétalisation de la limite Nord pour faire interface avec l'espace agricole est devenue sans objet depuis la construction très récente d'une habitation sur la parcelle 43 (en zone Agricole Protégée du futur zonage).</li> <li>• <b>OAP Route de Dijon</b> Attention à ne pas enclaver l'arrière de ce secteur, sauf si les parcelles de chemin 67 et 53 sont publiques et peuvent être mobilisées dans le futur pour une éventuelle desserte. Prévoir d'enterrer la ligne électrique (MT ?) qui traverse le terrain.</li> </ul>		<p>Le texte sera mis en cohérence pour prévoir des logements R+1</p> <p>Les modifications suivantes seront effectuées</p> <div data-bbox="1272 596 1895 1008"> <p>OAP Rue des Aigeottes : Décaler l'accès aux parcelles arrière vers le Sud pour qu'il soit plus éloigné de celui existant et créer une bande d'inconstructibilité en limite nord du secteur pour gérer l'intimité des habitants de la parcelle 39</p> <p>OAP Rue de Derrière la Ville : Supprimer la végétalisation de la limite nord car une habitation vient de se construire sur la parcelle 43</p> <p>OAP Route de Dijon : Ne pas enclaver l'arrière du secteur, prévoir d'enterrer la ligne électrique qui traverse le terrain</p> </div>
<p><i>Observation sur le règlement écrit</i></p> <p><u>Palette végétale indicative</u></p> <p><b>Espèces fortement déconseillées</b></p> <p>Il y a confusion entre les espèces qui ne sont pas souhaitables car non cohérentes avec les caractéristiques paysagères locales (thuyas, laurier, bambou...) et les espèces type renouée du Japon ou ambroisie, interdites au niveau national pour leur aspect invasif et/ou d'enjeu de santé publique.</p> <p><b>Essences végétales locales</b></p> <p>Sous ce vocable, il semble qu'il peut y avoir confusion avec la marque « Végétal Local », qui recouvre d'autres notions que celles mises en avant ici.</p>	<p>Règlement écrit</p>	<p>Ces précisions seront ajoutées à la palette végétale indicative pour lever toute confusion.</p>

<p><b>Article 4 : Volumétrie et implantation des constructions</b></p> <p><b>Article 4.5 : Hauteur</b></p> <p>En secteur UCB, il subsiste une source de confusion possible et donc source d'interprétation malheureuse : la hauteur est réglementée à 5 mètres minimum (et 10 mètres maximum) dans le cas courant, c'est-à-dire qu'il y a imposition de construire en R+1 minimum (plain-pied implicitement interdit). Pour les parcelles situées en second rideau, seul le maximum à 10 mètres subsiste. Cela veut-il dire que la construction de plain-pied y est autorisée ?</p> <p>Dans les zones U autres que celles de centre-bourg (c'est-à-dire dans le très grande majorité des cas), cette imposition de R+1 minimum n'est pas reprise. Or, de nombreuses OAP contiguës à ces zones font apparaître sur leur schéma graphique le symbole « R+1 ». Est-ce une volonté ? Le symbole « R+1 » représente-t-il un maximum ou un minimum ?</p> <p><b>Article 5 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</b></p> <p><b>Article 5.3 : Aspect des constructions</b></p> <p>Nous notons que le choix architectural du toit-terrasse est encore très timidement accordé en secteurs UCB, UCA, UH. Cette restriction s'ouvre à partir des secteurs UT, UR, etc., à la condition que ces surfaces soient végétalisées. Nous pensons que ces réticences dans les centres-bourgs, centres anciens des villages et hameaux brident la création architecturale contemporaine de qualité et qu'une acceptation plus large de ce vocabulaire architectural est souhaitable, sous réserve de ladite qualité.</p> <p>En secteur UA, la rédaction laisse penser que l'ensemble des toitures des bâtiments nouveaux sera soit végétalisé soit équipé de panneaux solaires. En effet, cette mention s'applique aux toits dont la pente est inférieure à 30%, ce qui est le cas de la totalité des toitures dans une zone d'activités. Est-ce une volonté ?</p> <p><b>Article 5.4 : Clôtures</b></p> <p>Pour les secteurs UCB, UCA, UH, les clôtures mixtes (murs bahut + barreaudage + haie végétale) ne sont pas autorisées en limites sur les voies et emprises publiques, alors qu'elles le sont à juste titre pour les limites séparatives. Je ne comprends pas cette distinction. Il convient d'autoriser cette mixité, voire même de la recommander, sur tous types de limites.</p> <p>En secteurs UT, UR, 1AUR notamment, les clôtures sur voies et emprises publiques sont décrites, pas les clôtures sur limites séparatives. Est-ce à dire que le descriptif est le même pour tous types de limites ? Si oui, il convient de le signifier clairement.</p> <p>En secteurs UA, (zones d'activités), la hauteur maximale des clôtures est limitée entre 2,5 mètres et 3 mètres selon la localisation, ce qui correspond effectivement aux besoins de sécurisation de certaines activités. En revanche, le ratio 1/3 de mur bahut 2/3 de barreaudage est reproduit ici des secteurs résidentiels, ce qui revient à dire que l'on impose un mur bahut d'un mètre de hauteur autour de toutes les parcelles d'activités. Cela ne me semble ni réaliste ni pertinent.</p> <p><b>Article 7 : Obligations en matière de stationnement</b></p>		<p><i>Favorable à harmoniser les règles entre les constructions en premier et second rideau.</i></p> <p>Les dispositions du règlement de la zone UCB ont en effet vocation à favoriser la densification dans ces cœurs urbains et donc à interdire le plain-pied. Cet objectif est moins recherché dans les autres zones U. Les OAP couvrent quant à eux des secteurs de projet spécifiques, sur lesquels les élus ont exprimé des principes d'aménagement, dont la typologie de logements. Le R+1 ne constitue donc ni un minimum ni un maximum.</p> <p>L'objectif de cette règle est la préservation de l'identité architecturale dans les centralités. Ces secteurs concernent néanmoins une minorité des possibilités de constructions neuves.</p> <p>Il est effectivement la volonté d'imposer ces dispositifs favorables au développement durable. Toutefois, les pentes de plus de 30% sont autorisées.</p> <p>Il n'est effectivement pas clair que les dispositions en fin d'article 5.4 s'appliquent aussi bien aux clôtures en limite de voie qu'en limite séparative, mais cela est bien le cas. La rédaction sera donc clarifiée.</p> <p>Le descriptif est effectivement le même pour toutes les clôtures : la rédaction sera clarifiée.</p> <p>Les grilles sans mur bahut seront autorisées en zone UA</p>
--	--	---

<p><b>Article 7.1 : Stationnement pour véhicules motorisés</b></p> <p>Pour certains domaines d'activités comme l'industrie par exemple, le nombre de places de stationnement requis est déterminé par la surface de plancher de l'opération (par exemple ici 1 place par tranche de 50 m²). Cela nous semble peu adapté à certaines activités demandant une grande surface de plancher et très peu d'emplois.</p>		<p>Davantage de souplesse sera laissée en ce qui concerne le stationnement en zone d'activités – écrire « <i>en fonction des besoins</i> » pour laisser au porteur de projet la possibilité de calibrer.</p>
<p><i>Particularités des secteurs 1AUR</i></p> <p><b>Article 1AUR4.1 : Implantation par rapport aux voies publiques et privées et aux emprises publiques</b></p> <p>L'implantation courante est décrite comme devant être en retrait de 6 mètres minimum par rapport aux voies. Une exception rend possible une implantation entre 0 et 3 mètres de ces mêmes voies, sous condition que l'égout du toit ne dépasse pas 4 mètres de hauteur. Cela veut-il dire qu'aucune implantation n'est possible dans la bande restante (en retrait de 3 à 6 mètres des voies) ? Quelle pourrait être la raison urbanistique d'un tel dispositif ?</p> <p><b>Article 1AUR5.3 : Aspect des constructions</b></p> <p>Les toitures-terrasses sont autorisées avec de très fortes restrictions (« <i>à l'arrière du bâtiment, peu ou pas visibles depuis la principale voirie de desserte</i> »). Nous estimons au contraire que ces secteurs d'extension future, faisant la plupart du temps l'objet d'une réflexion d'aménagement d'ensemble lorsqu'ils sont d'une certaine importance, devraient être le lieu par excellence où les toitures-terrasses peuvent se développer de la manière la mieux acceptée, aux conditions habituelles d'une réelle recherche architecturale contemporaine de qualité et d'une végétalisation de la toiture, permettant entre autre de minimiser l'imperméabilisation des sols par rapport à une toiture traditionnelle.</p> <p><b>Article 1AUR7.1 : Stationnement des véhicules motorisés</b></p> <p>La règle que nous avons proposée lors de l'examen du document de 2019 qui consiste à n'imposer qu'une seule place de stationnement pour les petits logements est bien reprise dans les secteurs actuellement urbanisés, mais pas dans les secteurs d'urbanisation future. Eu égard au besoin important de petits logements sur le territoire de la Communauté de Communes, nous ne comprenons pas pourquoi cette disposition de gestion économe du foncier n'est pas reprise ici, d'autant plus que les secteurs 1AUR sont un des lieux privilégiés pour développer ce type de logements sous forme de logements intermédiaires ou en bande.</p>	<p>Règlement écrit</p>	<p>Les élus ont souhaité conserver un espace devant les constructions pour stationner et ne pas empiéter de fait sur l'espace public.</p> <p>En zone AUR sera repris la rédaction existante en zone UR pour davantage de souplesse : « Les toitures terrasses sont autorisées si elles s'intègrent dans le tissu architectural existant ».</p> <p>La disposition sera légèrement revue, pour supprimer « et si elles sont végétalisées » de la règle. En effet, cela entre en contradiction avec le paragraphe suivant : « Les toitures de la construction principale dont la pente est inférieure à 30% devront être végétalisées ou être équipées de dispositifs d'énergies renouvelables. »</p> <p>La disposition ne sera pas modifiée : l'objectif est en effet de proposer une offre de stationnement suffisante chez les particuliers, et éviter la nécessaire création de parkings par la collectivité.</p>

## 1.7 Réseau de Transport et d'Electricité (RTE)

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><u>Sur le report des servitudes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Insérer en annexe du PLUi les SUP affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés :  <b><u>Liaisons aériennes 63 000 Volts :</u></b>  Ligne aérienne 63kV N0 1 QUINGEY-ST-VIT  Ligne aérienne 63kV N0 1 ROCHEFORT (PORTIQUE)-ST-VIT</li> </ul> <p>Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, <b>il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes 14, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance</b> sur votre territoire :</p> <p><b>RTE Groupe Maintenance Réseaux Bourgogne Le Pont Jeanne Rose 71210 ECUISSES</b></p> <p>A cet effet, les ouvrages et le GMR indiqués ci-dessus vous permettront d'élaborer la liste mentionnée dans l'annexe du PLUi.</p>	<p>Annexes</p> <p>Annexes</p>	<p>Ces documents seront insérés en Annexe.</p> <p>Cette précision sera faite.</p>
<p><u>Le règlement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Compléter le règlement comme suit :</li> </ul> <p>2.1 <u>Dispositions générales</u></p> <p>Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « <i>équipements d'intérêt collectif et services publics</i> » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « <i>locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées</i> » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.</p> <p><i>En zones UA, UR, N, A et Ap (traversées par les ouvrages exploités par RTE) :</i></p>	<p>Règlement écrit</p>	<p>Le règlement écrit sera modifié comme demandé</p>

<p>2.2 <u>Dispositions particulières</u></p> <p><u>Pour les lignes électriques HTB</u></p> <p><b>S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</b></p> <p>Il conviendra de préciser que « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »</p> <p><b>S'agissant des règles de hauteur des constructions</b></p> <p>Nos ouvrages haute tension ou très haute tension présents sur ces zones pouvant largement dépasser les hauteurs spécifiées dans le règlement, nous vous demandons de préciser que :</p> <p>« La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »</p> <p><b>S'agissant des règles de prospect et d'implantation</b></p> <p>Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.</p>		
--	--	--

## 1.8 Syndicat Mixte d'Aménagement de la Moyenne & Basse Vallée de l'Ognon (SMAMBVO)

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><b>DIAGNOSTIC ET EIE</b></p> <p><u>Sur le SDAGE :</u></p> <p>Page 38 : Le diagnostic présente le SDAGE 2016-201. Bien que les orientations fondamentales restent les mêmes, le SDAGE actuel est le SDAGE 2022-2027. Il a été adopté par le comité de bassin le 18 mars 2022 et ses documents sont entrés en vigueur le 4 avril 2022 suite à la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'approbation du préfet du 21 mars 2022.</p> <p><u>Sur le contrat de Rivière :</u></p> <p>Page 39 : Le SMAMBVO représente désormais la structure qui porte et anime le Contrat de rivière, en partenariat avec le Syndicat Intercommunautaire du Bassin de la Haute Vallée de l'Ognon (SIBHVO). Le contrat de rivière a fait l'objet d'un avenant signé le 19 novembre 2021 portant notamment sur la prolongation du Contrat de rivière jusqu'en 2023.</p> <p><u>Sur le Castor d'Europe :</u></p> <p>Page 44 : Il aurait également pu être fait mention du Castor d'europe qui signe actuellement son retour et dont la présence est avérée sur le territoire.</p> <p><u>Sur les ripisylves :</u></p> <p>Page 46 : Si la ripisylve des abords de l'Ognon reste -très relativement- préservée, la ripisylve de l'ensemble des affluents est pratiquement inexistante ou homogène. On retrouve également des espèces invasives parmi les essences présentes.</p> <p><u>Sur le Plan de Gestion Stratégique des Milieux Humides :</u></p> <p>Page 54 : Il n'est pas fait mention du Plan de Gestion Stratégique des Milieux Humides porté par le SMAMBVO et validé en comité de pilotage le 28 juin 2022 et qui a pour objectif de permettre une planification de la politique de gestion des milieux humides et faciliter leur prise en compte dans le cadre des documents d'urbanisme. D'autre part, avec 6 barrages importants influençant le linéaire de l'Ognon au niveau de la communauté de communes, la dynamique fluviale ne peut pas être qualifiée d'importante malgré les efforts fournis pour limiter les impacts de ceux-ci.</p> <p><u>Sur le classement en zones vulnérables</u></p> <p>Page 145 : Suite à la révision du classement en zone vulnérables du 23 juillet 2021, 20 communes de Jura nord sont classées totalement ou partiellement en zones vulnérables.</p> <p><u>Sur le ruisseau de la Vèze de Brans :</u></p>	<p>Diagnostic et EIE</p>	<p>Le nouveau SDAGE sera mentionné au diagnostic.</p> <p>Cette correction sera apportée.</p> <p>Cette mention sera ajoutée</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Cette mention sera ajoutée</p> <p>Ces corrections seront faites</p>



<p>Page 146 : Il manque le descriptif du ruisseau de la Vèze de Brans FRDR12067. Cet oubli est sans doute dû à une faute de frappe récurrente dans les documents techniques du SDAGE malgré plusieurs signalements. En effet, la masse d'eau y est intitulée « Ruisseau de la Vèze de Brau ».</p> <p>D'autre part, il aurait été pertinent de présenter l'état écologique des masses d'eau complémentaire à l'état chimique et qui se base sur des intégrateurs biologiques et de la physico chimie générale. L'état écologique traduit la réponse du milieu aux différentes altérations. Sur la communauté de communes, l'état écologique global des cours est médiocre.</p> <p>La carte affichée ne semble pas correspondre à l'état chimique des cours d'eau.</p> <p><u>Sur les rejets d'assainissement :</u></p> <p>Page 151 : Concernant les rejets d'assainissement, il sera nécessaire dans l'avenir, de prendre en compte les capacités du milieu récepteur et à ce titre limiter au maximum les rejets d'effluents dans les petits ruisseaux affluents de l'Ognon qui disposeront de moins en moins d'une quantité d'eau suffisante pour absorber les rejets en raison de l'augmentation de la durée et de l'importance des étiages.</p> <p><u>Sur les enjeux :</u></p> <p>Page 153 : Dans les enjeux, il faut remplacer « maintien du bon état des masses d'eau » par « atteinte du bon état des masses d'eau »</p> <p>Dans les Constats, le nombre de communes en zones vulnérable est à actualiser.</p> <p><u>Sur les aléas et les risques :</u></p> <p>Page 161 : Les aléas et le risque d'inondation semble s'amplifier sur certains affluents : l'évolution climatique actuelle et les aménagements (urbanisation, drainage et atteintes morphologiques) en bordure de cours d'eau augmentent l'aléa et l'importance des crues. Aussi, la communes d'Ougney notamment a été confrontée à des épisodes d'inondation. L'EPTB ne constitue pas la structure porteuse de la GEMAPI, il s'agit du SMAMBVO : la communauté de commune lui a transféré la compétence sur son périmètre.</p>		<p>Cette correction sera apportée.</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Dont acte</p> <p>Cette correction sera apportée.</p> <p>Dont acte</p>
<p><b>EVALUATION ENVIRONNEMENTALE</b></p> <p><u>Sur la gestion des espèces exotiques envahissantes :</u></p> <p>Page 10 : Le SMAMBVO a également mis en place une gestion des espèces exotiques envahissantes, notamment la jussie. Il collabore et échange de façon régulière avec le CEN.</p> <p>Les ripisylves ne sont pas gérées par l'ONF, c'est au propriétaire riverain de gérer et d'entretenir la végétation des bords de berges conformément à l'article L.215-14 du code de l'environnement. Sur les affluents comme le long de l'Ognon, la ripisylve est généralement absente ou réduite à un mince rideau d'arbres homogène.</p> <p>Concernant les perspectives en cas d'absence de PLUi, elles ne peuvent pas conclure à des milieux aquatiques et humides préservés : le secteur de Jura nord constitue l'un des secteurs les plus dégradés du bassin versant de l'Ognon avec un drainage très important et des atteintes majeures au bon fonctionnement des ruisseaux que les contrats de rivières n'ont pas la possibilité d'endiguer à eux seuls.</p>	<p>Evaluation environnementale</p>	<p>Ces corrections seront faites</p>

<p><b><u>Sur les risques de ruissellement :</u></b></p> <p>Page 11 : l'augmentation du risque de ruissellement vient également d'un drainage quasi généralisé des parcelles.</p> <p><b><u>Sur les masses d'eau :</u></b></p> <p>Page 12 : Les masses d'eau du territoire ne sont pas globalement en bonne qualité. Les cours d'eau sont actuellement également dégradés par les rejets urbains (assainissement non collectif et collectif).</p> <p><b><u>Sur le zonage :</u></b></p> <p>Page 29 : Il est étonnant que la Zone 1AURB de Brans soit maintenue alors qu'il a été constaté de nombreux écoulements et des sites de stagnation d'eau. Il semble qu'il y ait une erreur.</p> <p>La zone 1AURB Montmirey-le-château semble traduire l'existence d'une zone humide avec présence d'eau en surface. Il semble également qu'il y ait une erreur dans les conclusions qui aboutissent à maintenir cette zone présentant pourtant toutes les caractéristiques d'une zone humide d'après le descriptif qui en est fait.</p> <p>L'impact des autres projets d'urbanisation sur la vallée du Doubs est qualifié de faible toutefois, le maintien de ces secteurs à urbaniser conduit à penser que l'impact ne sera pas faible.</p> <p>L'emplacement réservé qui recoupe l'emprise d'un milieu humide ne peut pas être qualifié de faible en ne s'appuyant que sur la destination de l'aménagement d'un cheminement urbain. L'argumentaire utilisé ne paraît pas suffisant pour aboutir à la conclusion d'un impact limité d'une infrastructure qui aboutira à modifier les écoulements et la circulation de l'eau et donc à perturber le fonctionnement actuel de la zone humide.</p> <p><b><u>Sur les zones humides :</u></b></p> <p>Page 30 : Il apparaît surprenant qu'aucune mesure de compensation ne soit prévue malgré la destruction de zones humides.</p> <p>Page 31 : Le choix d'urbaniser ces deux secteurs devrait reposer sur une argumentation plus construite et concrète et accompagnée de mesures d'évitement ou de compensation le cas échéant.</p>		<p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p><i>Voir réponse à l'avis de la DDT ci avant.</i></p> <p><i>Voir réponse à l'avis de la DDT ci avant.</i></p>
<p><b>JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS</b></p> <p><b><u>Sur les enjeux d'eau :</u></b></p> <p>Enjeux de l'eau :</p> <p>Remplacer « maintien du bon état » par « atteinte du bon état »</p> <p>Remplacer « le respect des objectifs du SDAGE pour retrouver une bonne qualité chimique des cours d'eau » par « le respect des objectifs du SDAGE pour retrouver une bonne qualité écologique des cours d'eau »</p>	<p>Justification des choix</p>	<p>Ces corrections seront faites</p>
<p><b>REGLEMENT GRAPHIQUE</b></p> <p>Est-il possible de classer l'intégralité de la végétation des abords des cours d'eau en éléments du paysage ?</p>	<p>Règlement graphique</p>	



## 1.9 Etablissement Public Territorial du Bassin Saône et Doubs

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p>Page 38 : le SDAGE actuel est le SDAGE 2022-2027 approuvé par arrêté le 22 mars 2022, les grandes orientations fondamentales restent similaires au précédent SDAGE.</p> <p>Page 39 : la carte actuelle du périmètre du contrat de rivière Doubs est téléchargeable sur notre site internet (<a href="https://www.eptb-saone-doubs.fr/actions/contrats-rivieres/doubs/">https://www.eptb-saone-doubs.fr/actions/contrats-rivieres/doubs/</a>)</p> <p>Le contrat de rivière Ognon est porté et animé par le SMAMBVO et non plus par l'EPTB Saône et Doubs.</p> <p>Reformulation proposée pour l'encart contrat de rivière : « Le contrat de rivière est un outil opérationnel qui traduit l'engagement de différents porteurs de projets et de financeurs autour d'un programme d'actions en faveur de l'eau, des cours d'eau, des milieux aquatiques. »</p> <p>Page 46 : La ripisylve du Doubs est dans un très mauvais état sur le secteur, sur le linéaire entre Salans et Orchamps, la moitié présente une ripisylve déséquilibrée (alignement d'arbres) et 1/4 du tronçon ne présente aucune ripisylve. Les ripisylves sur les affluents du Doubs et de l'Ognon sont également dégradées.</p> <p>Page 52 et 54 : Il est assez erroné de parler d'une dynamique alluviale importante sur le Doubs, sur le secteur, alors qu'il est bloqué par les enrochements et le canal du Rhône au Rhin. Suite à sa chenalisation, son enrochement et à l'extraction de matériaux, le Doubs s'est banalisé et incisé, entraînant une déconnexion des milieux attenants à la rivière. Les habitats aquatiques et humides sont assez homogènes et dans un état altéré. La continuité écologique est également impactée sur le tronçon du Doubs qui présente 5 barrages pour 18 km linéaires. La dynamique alluviale du Doubs est également entravée par les obstacles à la continuité écologique et les enrochements de berges.</p> <p>L'espace de bon fonctionnement du Doubs a été délimité dans un premier objectif de porter à connaissance des élus. Pour donner une vocation de « protection » ou de préservation de cet espace, il est nécessaire de lui donner une portée réglementaire au sein des documents d'urbanisme et de le retranscrire dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation.</p>	Diagnostic et EIE	<p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Il n'existe pas d'obligation réglementaire.</p> <p>Remarques : outre l'existence déjà d'un PPRI opposable, l'animation pour la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la préservation et restauration de l'EBF du Doubs entre Fraisans et Orchamps n'est pas avancée à ce jour : l'EBF doit être un compromis entre l'espace de liberté du cours d'eau (au plus proche du fonctionnement « naturel ») et l'espace minimum à laisser au cours d'eau au regard des enjeux anthropiques. Or, les élus des communes riveraines n'ont pas encore pu visualiser, imaginer les limites de différents périmètres et faire valoir les enjeux locaux d'aménagement à prendre en compte pour définir les contours de l'EBF et les mesures à prendre. Et ce, notamment dans le cadre d'ateliers participatifs qui n'ont pas pu être organisés par l'EPTB et à présent par le syndicat de rivière local compétent (SMDL). Sauf à fournir un contour définitif des EBF et des règles associées, cet espace ne sera pas intégré au PLU en l'état.</p>

<p>Page 64 : Reprendre les éléments de remarques ci-dessus dans la synthèse conclusive de la trame verte et bleue.</p> <p>Page 65 : « Constats » Seuls les cours d'eau classés en APPB bénéficient « de mesures de protection réglementaire fortes. »</p> <p>Page 145 : Suite à la révision du classement des zones vulnérables de 2021, 13 communes du territoire sont classées entièrement et 7 communes sont classées partiellement en zone vulnérable pour les nitrates sur la communauté de communes Jura Nord.</p> <p>Page 146 : il paraîtrait pertinent d'aborder également l'état écologique des cours d'eau en complément de l'état chimique. L'état écologique des masses d'eau sur le secteur varie majoritairement entre « moyen » et « médiocre ». Il semble y avoir une incohérence entre le texte et la carte présentée. Le mauvais état chimique du Doubs est dû à la présence d'hydrocarbures aromatiques polycycliques. L'assainissement et les industries sont également des sources de pollution de l'eau.</p> <p>Page 151 : une importance doit être accordée aux stations de traitement des eaux usées (STEU) qui rejettent dans des affluents de l'Ognon et du Doubs. Ces petits ruisseaux par leur faible pouvoir de dilution peuvent voir leur qualité être fortement impactée par les rejets de STEU, d'autant plus en période d'étiage et avec les évolutions liées au changement climatique. Bien que la capacité des STEU de Jura Nord soit en mesure de traiter les volumes d'eaux usées futures simulées dans les scénarios d'évolution, il est nécessaire de prêter une attention particulière aux rejets et aux milieux récepteurs de ces stations.</p> <p>Page 153 : actualiser l'information sur les communes classées en zone vulnérable nitrate. Le retour au bon état des cours d'eau passe également par la restauration morphologique et ne doit pas cibler uniquement les pollutions chimiques.</p> <p>Page 161 : l'EPTB ne porte pas la compétence GEMAPI sur la communauté de communes, elle est transférée au Syndicat mixte Doubs Loue (SMDL) pour le bassin versant du Doubs et au Syndicat mixte de la moyenne et basse vallée de l'Ognon pour le bassin de l'Ognon (SMAMBVO).</p> <p>Page 165 : Les cartes de prise en compte des risques d'inondation par ruissellement reprennent celles de l'étude spécifique, et n'apportent pas de remarque particulière. Les PPRI sont également pris en compte.</p>		<p>P64 : Ces éléments seront repris, mis à part la demande prématurée concernant l'EBF (pages 52 et 54)</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Dont acte</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p>
--	--	---

<p>Page 10 : les ripisylves sont dans un état dégradé, voire absentes par endroit. La gestion de la ripisylve relève des propriétaires riverains, ou à défaut, de l'acteur GEMAPIen mais ne dépend pas de l'ONF.</p> <p>Page 12 : les masses d'eau sont globalement dans un état écologique moyen à médiocre, seul l'état chimique est globalement bon. Les pollutions d'origine anthropique proviennent à la fois de l'assainissement, des axes routiers, des industries et de l'agriculture.</p> <p>Page 29 : il apparaît surprenant de maintenir la zone humide de Brans à urbaniser alors qu'elle présente de nombreux ruissellements et des zones de stagnation d'eau. Selon le choix d'aménagement, un cheminement piéton peut avoir des impacts sur une zone humide.</p> <p>Page 30 et 31 : il est dommage de ne pas argumenter le choix d'éviter d'urbaniser des zones humides et il est fortement recommandé de préciser que tout aménagement sur les zones AU, identifiées comme zones humides, devront faire l'objet de mesures pour réduire l'impact sur les zones humides ou les compenser en cas de destruction.</p> <p>Page 42 : Il ressort que le PLUi respecte les règlements des PPRI. Le PLUi est également adapté aux risques d'inondation par ruissellement et débordement de cours d'eau. Il serait néanmoins profitable que l'interdiction des sous-sols et la rehausse des premiers niveaux soit clairement fléchée comme obligatoire pour les zones à risque d'inondation par ruissellement. Par ailleurs, il est dommageable que toutes les zones identifiées par l'étude de 2020 comme zones humides à restaurer pour un double-gain environnemental et de réduction de vulnérabilité n'aient pas été retranscrites dans le PLUi.</p> <p>Page 108 : le projet de restauration du ruisseau d'Évans est porté par le Syndicat mixte Doubs Loue. Il est utile de préciser que pour les services de l'Etat ce projet ne peut constituer une mesure de compensation future pour la destruction de la zone humide sur la parcelle à urbaniser. A priori, les surfaces impactées par l'aménagement de cette zone humide nécessiteront d'être évaluées, réduites au minimum et compensées (si l'évitement et la réduction sont impossibles) en respectant les critères de la législation en vigueur.</p>	<p><b>Evaluation environnementale</b></p>	<p>Ces corrections seront faites</p> <p>Ces corrections seront faites</p> <p><i>Voir réponse apportée à l'avis de la DDT</i></p> <p><i>Voir réponse apportée à l'avis de la DDT</i></p> <p>Dont acte</p> <p>Dans le cadre du PLUi, nous nous situons trop en amont pour savoir quelles seront les mesures de compensation nécessaires car cela dépend de la superficie réellement impactée, des fonctionnalités écologiques de la zone impactée, des milieux concernés... La compensation serait donc à prévoir plus en aval, au temps du projet. Par ailleurs, les services de l'Etat exposent dans leur avis que les atteintes portées à la zone humide sont compensées dans le cadre du projet de restauration du cours d'eau, porté par l'EPTB Saône et Doubs et demandent que soit rappelée l'implication de la collectivité (mise à disposition de foncier, apport financier...).</p>
<p>Page 13 : Suite à la révision du classement des zones vulnérables de 2021, 13 communes du territoire sont classées entièrement et 7 communes sont classées partiellement en zone vulnérable pour les nitrates sur la communauté de communes Jura Nord.</p> <p>Page 32 : Le PLUi permet de <u>limiter</u> l'impact sur les masses d'eau [...]</p>	<p><b>Résumé technique</b></p>	<p>Ces corrections seront faites</p>

<p>Page 28 : le schéma présentant la coupe en travers du lit d'un cours d'eau est faux. Le lit mineur est la partie entre les deux berges (avant débordement) et le lit majeur, par définition, est le lit maximum occupé par la rivière en très hautes eaux (lorsqu'il déborde).</p> <p>Afin d'intégrer et préserver les enjeux liés à l'espace de bon fonctionnement du Doubs, certaines mesures auraient pu être adaptées au contexte.</p> <p>Certaines zones urbaines se situent dans l'espace de bon fonctionnement du Doubs, il pourrait être opportun de limiter la constructibilité sur les secteurs situés dans le lit majeur du Doubs (UT à Fraisans, UA à Dampierre et Rans, UR à Fraisans, Ranchot et Rans, UCA à Rans, UCB à Fraisans) ou a minima de limiter l'emprise au sol sur les zones urbaines où aucun seuil d'emprise au sol n'a été fixé (UCB et UCA situés en lit majeur). Il serait utile de rappeler dans le règlement du PLUi que des prescriptions supplémentaires peuvent être imposées par le règlement du PPRI sur les secteurs précités.</p> <p>Une bande inconstructible de 10 mètres de part et d'autre des berges du Doubs paraît assez peu large pour ce cours d'eau, vis-à-vis de la largeur de son lit (80 mètres), de son éventuelle dynamique alluviale (en cas de déstabilisation des enrochements en berge) et de son hydrologie.</p> <p>La mesure favorisant de manière générale la rétention et l'infiltration des eaux pluviales dans l'emprise de l'unité foncière contribue à la préservation de la ressource et de qualité d'eau, en favorisant la recharge des nappes et en limitant la concentration des eaux qui peuvent se charger en polluants dans un réseau de collecte. Il est recommandé d'imposer cette mesure de manière systématique pour les zones urbaines précitées, situées au sein de l'espace de bon fonctionnement.</p> <p>Concernant le risque d'inondation par ruissellement et la politique de limitation des rejets d'eau pluviale dans les projets d'aménagement portée dans le PLUi, il serait intéressant de définir une période de retour de pluie comme seuil acceptable de rejet d'eau pluviale. On pourrait ainsi se baser sur une pluie trentennale : en-dessous, les projets d'aménagement devront se conformer aux débits maximums de rejet tels que spécifiés dans le règlement. Au-dessus, aucune garantie ne serait demandée.</p>	<p>Règlement écrit</p>	<p>Ces corrections seront faites</p> <p>Voir proposition plus haut</p> <p><i>Dampierre : favorable</i>  <i>Rans : favorable en UR, défavorable en UA</i></p> <p>Cette bande sera portée à 20 mètres hors des zones U</p> <p>L'infiltration est déjà imposée sauf cas exceptionnel.</p> <p>Si la définition d'une période de retour de pluie serait intéressante, cela nécessiterait des études complémentaires et est hors cadre PLUi.</p>
<p>Zoom - Vitreux - Dossier d'arrêt : parcelle 1AURB (voir remarque dans les OAP p.249)</p> <p>Carte - Fraisans et Dampierre : les zones Nenr sont situées en zone inondable du Doubs. En cas d'installations et projets d'installations liées à la production d'énergie à partir de sources renouvelables, il conviendra de respecter les mesures sur les réseaux d'électricité imposées par le règlement du PPRI. De plus, cette zone Nenr est située dans l'espace de bon fonctionnement du Doubs et bien que ce soit une friche, c'est un des seuls espaces boisés en bord de rivière du secteur, de surface importante (15,2 ha). Ce boisement est susceptible de présenter des enjeux liés à la biodiversité, notamment sur l'avifaune. De plus, il constitue un filtre naturel d'épuration des eaux, permet l'infiltration de l'eau dans la nappe et freine les écoulements en crue sur le secteur localisé en amont immédiat d'une partie du bourg de Fraisans.</p> <p>Ce secteur classé Nenr apparaît incohérent avec les objectifs présentés d'une zone naturelle (N) dans le règlement « conserver les richesses environnementales des lieux, pour des raisons d'exposition aux risques, d'enjeux de paysage ou de préservation de la biodiversité ».</p>	<p>Règlement graphique</p>	<p>Un travail est en cours avec l'état sur ce secteur. La collectivité souhaite maintenir ce projet.</p>



<p>Page 50 : la dynamique alluviale du Doubs et de l'Ognon est fortement altérée par les obstacles à la continuité et les enrochements de berges (cf commentaire dans diagnostic).</p> <p>Page 119 : OAP Rue de Gendrey/Rue des Combottes à Ranchot (4.6) : cette parcelle était notée comme étant particulièrement sensible au ruissellement. Son urbanisation est notée comme conditionnée à la gestion des eaux pluviales à la parcelle, ce qui est effectivement un prérequis indispensable. Néanmoins, il conviendra d'adapter le réseau d'eau pluviale à l'aval pour les rejets éventuels lors des pluies importantes, selon la période de retour de pluie admise dans le règlement comme seuil de rejets.</p> <p>Page 140 : OAP Grande Rue Nord à Evans (4.3) : prise en compte satisfaisante des recommandations de l'étude ruissellement dans le projet.</p> <p>Page 177 : Rue des Vignes à Louvatange (4.2) : attention au risque de débordement de cours d'eau sur la parcelle. Une adaptation du bâti consécutive à une modélisation de l'aléa sera nécessaire avant d'urbaniser la parcelle. Il faudra aussi faire attention à ne pas avoir d'incidence à l'amont (particulièrement sensible aux inondations) en gênant les écoulements en temps de crue.</p> <p>Page 185 : Chemin des Baraques à Montepain (4.1) : attention à prévoir le raccordement de la maison en cas de mise en place d'un réseau d'eau pluviale pour qu'il soit bien dimensionné. De plus, attention à ne pas mettre de constructions en dévers de la route.</p> <p>Page 193 : Sud du village à Montmirey-la-Ville (4.1) : la parcelle retenue est sensible car selon l'étude ruissellement, traversée par un axe de ruissellement et proche d'une zone d'accumulation. Des adaptations du bâti pour prendre en compte ces risques sont nécessaires.</p> <p>Page 202 : Grande Rue à Montmirey-le-Château (4.4) : attention à l'imperméabilisation des sols sur un bassin versant particulièrement producteur de ruissellement et impactant directement Montmirey-la-Ville. L'application du règlement pour optimiser le 0 rejet à la parcelle sur ce projet est primordial.</p> <p>Page 210 : Ruelle de la Roue à Mutigney (4.1) : la parcelle est traversée par un axe de ruissellement selon l'étude de 2010. Il convient d'adapter le bâti en conséquence, et d'éviter de construire sur la partie Est de la parcelle.</p> <p>Page 231 : Rue de la Vierge à Orchamps (4.5) : attention à l'imperméabilisation des sols sur un bassin versant où les réseaux d'eau pluviale à l'exutoire sont déjà saturés. De plus, la réalisation du bassin de rétention préconisé à l'amont par l'étude de ruissellement apparaît comme un préalable nécessaire à la réalisation du projet.</p> <p>Page 248 : Impasse sur le Moulin Est à Ougney (4.3) : un axe de ruissellement arrive droit sur la parcelle retenue. Des mesures de protection sont à prendre, plus importantes qu'une frange végétalisée (fossé/fascines/batardeaux/protections rapprochées du bâti/...).</p> <p>Page 249 : Chemin du Désert à Vitreux (4.5) : attention à prendre en compte les inondations potentielles du cours d'eau à l'Ouest de la parcelle. Une modélisation de l'aléa au préalable de l'urbanisation est souhaitable.</p> <p>Page 251 : Grande Rue Est à Pagny (4.8) : la parcelle retenue est en point bas du village. Les mesures mentionnées sont bien indispensables à la réalisation du projet.</p> <p>Page 253 : Rue des Saules à Pagny (4.10) : en cas de raccordement au réseau d'eau pluviale du Chemin des Aies, un redimensionnement de celui-ci est à prévoir, d'autant plus qu'il est déjà saturé.</p> <p><u>Rue des planches à Orchamps</u></p> <p><u>Cerisiers à Salans</u></p>	<p>OAP</p>	<p>Ces corrections seront faites</p> <p>Hors champ PLUi</p> <p>Des dispositions seront ajoutées à l'OAP pour prendre en compte l'aléa dans l'urbanisation.</p> <p>Des dispositions seront ajoutées à l'OAP dans ce sens.</p> <p>Les prescriptions de l'étude ruissellement seront ajoutées à l'OAP</p> <p>Le texte de l'OAP sera modifié pour rendre obligatoire le zéro rejet</p> <p>Les prescriptions de l'étude ruissellement seront ajoutées à l'OAP</p> <p>La commune ne souhaite pas la création d'un bassin d'OAP, car « une ancienne carrière en dessous permet l'infiltration.</p> <p>Les prescriptions de l'étude ruissellement seront ajoutées à l'OAP</p> <p>La parcelle n'est jamais inondée même quand le ruisseau déborde. De plus les bassins de rétention sont opérationnels</p> <p>Le texte de l'OAP sera modifié pour rendre obligatoire le zéro rejet</p> <p>augmenter la densité et à modifier l'OAP pour réduire la production de ruissellement (fossés, voies de desserte perméable...)</p> <p>L'OAP sera maintenue</p> <p>Modifier l'OAP pour demander la modélisation des aléas, rendre l'aménagement transparent hydrauliquement, supprimer les haies à l'ouest et au nord</p>
---	------------	--

<u>Volottes à Sermange</u>		Le texte de l'OAP sera modifié pour rendre obligatoire le zéro rejet
<u>Rue du Four et rue d'Orchamps à Sermange</u>		Le texte de l'OAP sera modifié pour rendre obligatoire le zéro rejet

## 1.10 Département du Jura

*Favorable avec réserves*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><b><u>PLANS D'ALIGNEMENT</u></b></p> <p>Pour plus de clarté, il conviendrait de faire apparaître les titres des colonnes du tableau page 7 du recueil des servitudes.</p> <p><u>Modifications à apporter dans les indications des plans suivants :</u></p> <p><u>Montmirey la ville</u> : approuvé en 1908  <u>Pagney</u> : approuvé en 1887  <u>Ranchot</u> : la RD31 est à remplacer par « Rue du stade – Grande rue »  <u>Saligney</u> : certains plans ne sont finalement pas valides, il reste 3 plans de 1872 concernant ensemble les RD10-RD15.</p> <p><u>Plans d'alignement à ajouter :</u></p> <p><u>Taxenne</u> : 1 plan d'alignement approuvé en 1897, « rue de la Fontaine »  <u>Vitreux</u> : 1 plan d'alignement approuvé en 1880 pour la RD459</p> <p>Les 3 plans valides pour Saligney et les 2 plans à rajouter ont été transmis par messagerie électronique à la Communauté de communes.</p>	Annexes	Ces modifications seront apportées
<p><b><u>MODES DOUX</u></b></p> <p>En dernière page du PADD, le tracé de l'Eurovélo 6 est à mettre à jour.</p> <p>En outre, il conviendrait d'ajouter les tracés existants sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Véloroute Voie des Salines</li> <li>• Circuit du Tour du Jura Loisirs</li> <li>• Les deux boucles vélo suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>o n°4 : Des croix pattées au Val d'Ognon</li> <li>o n°5 : Sur les traces du Loup Garou</li> </ul> </li> </ul> <p>La carte ainsi que les éléments SIG correspondants ont été transmis par messagerie électronique à la Communauté de communes.</p>	PADD Diagnostic	Ces modifications seront apportées.
<p><b><u>ESPACES NATURELS SENSIBLES</u></b></p> <p>Le projet de PLUi ne semble pas mentionner les sites labellisés ENS sur le territoire concerné.</p> <p>La politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), compétence départementale définie dans le code de l'urbanisme, vise à préserver et gérer des milieux naturels à forte valeur environnementale et à les valoriser auprès du public, sous réserve du respect de l'intégrité des milieux naturels concernés.</p> <p>Sont labellisés à ce jour sur le territoire de la Communauté de communes Jura Nord :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gravière de Pagney</li> <li>- les pelouses sèches du Routeau à Brans</li> <li>- des parcelles du Mont Guérin à Montmirey la Ville</li> <li>- les pelouses sèches du Bermond à Saligney</li> </ul> <p>Un lien vous sera envoyé par mail, parallèlement à ce courrier, pour les fichiers des couches SIG des sites labellisés sur le département du Jura.</p>	EIE	Les ENS seront ajoutés.

<p><b>ZONES À URBANISER</b></p> <p>Le PADD, page 28, met en avant la volonté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir et encourager les démarches Agro-environnementales et Climatiques ;</li> <li>- Protéger les parcelles agricoles à bonnes pratiques écologiques (biologique et MAEC) et à haute valeur agronomique de l'urbanisation ;</li> <li>- Protéger les sols, favoriser l'installation d'exploitations bio, durables et/ou raisonnées et accompagner les exploitations du territoire vers leurs potentielles conversions.</li> </ul> <p>Ces objectifs sont essentiels pour la préservation de notre environnement et de notre cadre de vie, or, le projet de PLUi prévoit dans le cadre des OAP l'utilisation de 8 parcelles en agriculture biologique et 5 parcelles en AOC Comté pour une surface respective concernée de 3,3 hectares et 2,3 hectares.</p>	<p>Règlement graphique OAP</p>	<p>Le choix des secteurs d'urbanisation futurs a été travaillé avec les élus au cours de plusieurs ateliers de travail, et s'est réalisé au regard de différents critères, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La continuité de l'urbanisation existante, dans une recherche de cohérence urbaine ;</li> <li>• L'existence de réseaux et d'accès ;</li> <li>• Le faible impact environnemental et paysager, intégrant également l'agriculture.</li> </ul> <p>Le territoire de la CCJN n'étant à ce jour pas couvert par un SCoT, un dossier de demande de dérogation a été monté et présenté à la préfecture, qui a rendu un avis site par site. Les impacts sur les espaces agricoles et notamment les parcelles classées Bio ou en AOC ont été soulevés, et seuls les sites ayant reçus un avis favorable ont été maintenus.</p> <p>Le document de l'évaluation environnementale présente la démarche de moindre impact : l'agriculture biologique et AOC font partie des critères évalués par l'analyse multicritères et leur préservation est donc évaluée dans une démarche de d'évitement des impacts globaux. L'impact résiduel, bien que non-nul, est donc considéré comme acceptable.</p>
---	--------------------------------	---

### 1.11 Région Bourgogne Franche Comté

*Avis réceptionné hors délai*

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><b>1. Mention du SRADET par le PLUi</b></p> <p>Dans la partie « documents, plans et programmes avec lesquels le PLUi de Jura Nord doit être compatible » p.113, le territoire explique que le SRADET est annulé, avec une annulation repoussée en 2025. Il convient de préciser que le SRADET n'est pas annulé. En effet, seules les annexes 5 et 6 relatives aux continuités écologiques, qui ne sont d'ailleurs pas opposables, sont annulées de manière différée au 01/01/2025. Le SRADET approuvé en 2020 est toujours exécutoire.</p>	Justification des choix	Ces modifications seront apportées
<p><b>2. Articulation entre la stratégie du PLUi et la stratégie régionale</b></p> <p><u>Les transitions énergétique et écologique</u></p> <p>En revanche, les objectifs de production de logements envisagés interrogent sur la gestion plus économe de l'espace et plus largement des ressources ; ainsi que sur la production des GES liées aux mobilités pendulaires qui pourraient découler de cette production.</p> <p><u>Le renforcement des polarités en lien avec une économie de la ressource foncière</u></p> <p>Néanmoins, la déclinaison de ce scénario dans le projet montre que des efforts pourraient davantage être faits, notamment parce que les besoins en fonciers envisagés restent orientés sur les villages et que la production projetée de logements semble très ambitieuse.</p> <p>Le projet de trajectoire ZAN à horizon 2035 et les objectifs de modération de l'espace nécessitent d'être inscrit dans le PADD. Le Jura Nord calcule une enveloppe d'artificialisation de 49.3 ha (2022-2035) correspondant à 40.53 ha d'ENAF.</p> <p>La méthode de mesure de l'artificialisation reste le choix du territoire. En revanche, les explications données rendent l'analyse de compatibilité délicate entre l'enveloppe donnée à artificialiser et le projet de territoire envisagé.</p>	<p>Justification des choix</p> <p>Justification des choix et PADD</p>	<p>La question des économies de foncier a guidé l'élaboration du PLUi, qui a intégré au fur et à mesure les lois et dispositions des documents d'urbanisme d'ordre supérieur. La justification des choix dédie une partie à la limitation de la consommation d'espace dans le projet en compatibilité avec les objectifs portés par le SRADET (p74). Ainsi, même si le scénario de développement se fonde sur une tendance optimiste (car est intimement lié à un projet politique), la production de logements qui en est issue ne conduit pas à un impact important en termes fonciers. Par ailleurs, la relocalisation de l'emploi, via la création de zones d'activités économiques, vise à réduire la dépendance économique aux territoires voisins et donc les GES dues aux trajets domicile travail.</p> <p>Le scénario de développement s'appuie sur une trajectoire démographique de +0.9% pour les polarités contre +0.4% pour les villages. Il s'agit donc de renforcer progressivement l'armature territoriale, en prenant en compte les projets des élus et le contexte dans lequel ils s'inscrivent. Si la répartition de la production de logements semble favoriser les villages à première vue, c'est simplement que les villages sont bien plus nombreux que les polarités, le recentrage vers les pôles de vie et pôles de vie en devenir ayant bel et bien guidé la réflexion.</p> <p>Le PADD expose bel et bien les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain : une fourchette de 47 à 57 hectares pour le développement résidentiel et de 15 hectares pour le développement économique. La traduction réglementaire qui a suivi la formalisation du projet politique s'est attachée à respecter ces objectifs globaux et à les décliner au sein du territoire selon l'armature.</p> <p>Concernant la méthode de mesure de l'artificialisation, l'OCSGE n'étant pas encore développée sur le territoire, ce sont les données de Corine Land Cover qui ont été utilisées pour nous renseigner sur l'occupation du sol, croisée avec les secteurs de développement (zones AU en extension, mais également potentiel foncier).</p>

<p><u>Le développement de l'accueil et de l'attractivité régionale</u></p> <p>La carte stratégique du SRADET révèle le positionnement du territoire du Jura Nord sur l'axe urbain régional, entre deux territoires urbains adhérents à un même pôle métropolitain (Dole, Besançon). La proximité avec ces deux pôles urbains pourrait permettre la mise en place de coopérations, particulièrement propices dans le domaine des mobilités. Les complémentarités et mutualisations peuvent également s'exercer au sein du territoire Jura Nord à l'échelle des pôles de vie, permettant d'éviter les concurrences entre pôles.</p>	<p>Hors PLUi</p>	<p>L'ensemble de la méthodologie est exposée à partir de la p74 de la justification des choix, et non disséminée dans plusieurs documents. Il est important de noter que ces nouvelles méthodologies ont été créées en cours d'élaboration, afin de répondre le plus objectivement possible aux dispositions d'un cadre réglementaire mouvant.</p> <p>Le PADD permettant de donner un cadre politique au projet, en amont de la traduction réglementaire, il est réellement compliqué d'avoir une vision nette de la consommation d'espace projetée par le projet avant d'avoir assis les secteurs de développement et les projets plus globalement des élus.</p> <p>Si la complémentarité entre les territoires permet de contextualiser le scénario de développement et appuyer certains éléments de projet, les coopérations entre territoires ne sont pas du ressort du PLUi.</p>
<p>3. Cohérence interne</p> <p><u>Analyse thématique</u></p> <p><i>Equilibre et égalité des territoires, désenclavement des territoires ruraux, numérique</i></p> <p>Dans une stratégie d'équilibre territoriale, la CC du Jura Nord devrait pouvoir mesurer ses ambitions de développement en prenant en compte les projets territoriaux des grandes agglomérations voisines.</p> <p><i>Gestion économe de l'espace et habitat</i></p>		<p>La construction de l'armature territoriale et celle du scénario de développement se sont faites en prenant en compte le territoire et ses relations avec les espaces voisins. Néanmoins, il est à noter que dans sa traduction réglementaire, le PLUi ne couvre que les communes de la CCJN.</p> <p><u>Le scénario de développement, tout comme l'armature territoriale, fruits de plusieurs années de travail avec les élus, ne seront pas revus.</u></p> <p><i>Voir partie ci avant sur le renforcement des polarités</i></p> <p>Le scénario d'évolution s'appuie sur un objectif de <u>stabilisation de la vacance</u>, un renforcement de l'armature territoriale et une augmentation des densités résidentielles.</p> <p>La stabilisation du nombre de logements sur laquelle s'appuie le projet de territoire suppose de fait une remise sur le marché de 234 logements vacants puisque ceux-ci enregistrent une hausse d'en moyenne 18 nouveaux logements vacants par an (voir p29 de la justification des choix). Il s'agit bien d'un objectif de quasi stabilisation, avec +10 logements vacants entre 2022 et 2035 (et non pas 10 annuellement comme exposé p12 de l'avis). La logique de vase communicant exposé dans l'avis de la Région entre logements neufs et logements vacants n'est pas si évidente, du fait</p>





<p>Les règles 23 et 24 ont été traitées. Les TVB sont intégrées de manière transversale à l'ensemble des pièces du PLUi. Néanmoins, malgré un inventaire des zones humides actualisés en 2023, 2 OAP ne les prennent pas en compte.</p> <p><i>Traitement de la pollution lumineuse via la trame noire</i></p> <p>La règle 25 est traitée mais le PLUi apporte peu de réponse sur la gestion de cette discontinuité écologique liée aux infrastructures routières et autoroutières.</p>		<p><i>Voir réponse DDT</i></p> <p>Quelques dispositions réglementaires, que souligne l'avis du Conseil Régional, viennent répondre à cet enjeu de la trame noire, dans la limite des compétences du PLUi : <i>limitation des enseignes lumineuses dans la zone des 4 fesses...</i></p>
--	--	--

## 1.12 PETR du Pays Graylois

### Avis défavorable

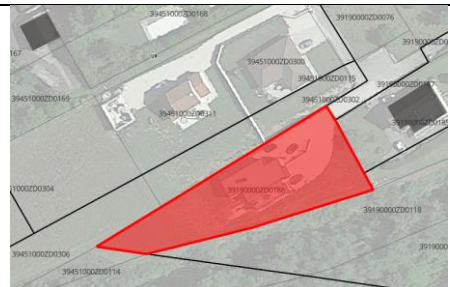

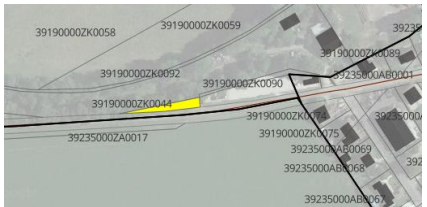
Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<ul style="list-style-type: none"> <li>Emet <u>un nouvel avis défavorable</u> pour maintenir sa position au regard du premier avis rendu le 25 septembre 2019, concernant l'ouverture à l'urbanisation des parcelles situées à Dammartin-Marpain, sur le secteur des « Quatre Fesses », pour la réalisation d'une zone d'activités commerciales,</li> </ul>	Zonage	<p>La zone économique des 4 fesses n'est pas une zone commerciale à proprement parler : les commerces y sont autorisés seulement sur une petite partie (1AUAc), et avec une limite de taille proscrivant les grandes surfaces. Ces commerces n'auront donc pas vocation à concurrencer ceux des communes voisines, mais viendront principalement servir les usagers de la route et les employés de la zone d'activité. A noter que la traversée de Pesmes est interdite aux poids lourds, qui sont donc davantage amenés à passer par le carrefour des 4 fesses.</p> <p>Par ailleurs, une étude d'opportunité économique a été menée dans le cadre de ce projet, pour l'inscrire en complémentarité avec les territoires voisins, dont le Pays Graylois.</p>




### 1.13 Communauté de Communes du Val de Gray

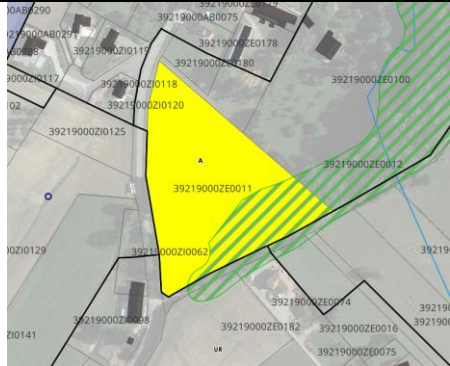
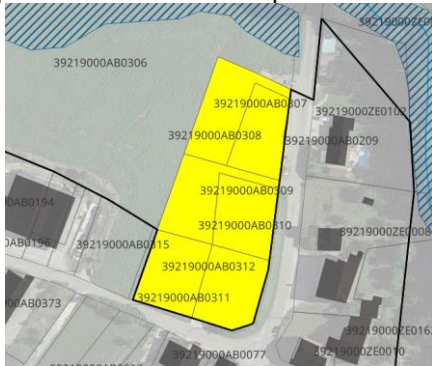
Avis défavorable

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p>Le projet d'aménagement de la ZAC des Quatre-Fesses, porté par la CCJN, semble ne pas tenir compte du bassin de vie Pesmois et de la zone d'activité qu'est en train d'aménager la CCVG sur environ 4 hectares. En effet, ces deux zones d'activités seront distantes de quelques kilomètres à peine. Ces deux potentielles zones, bien que dans deux EPCI et deux départements différents, se situeront dans le même bassin de vie et pourront attirer des entreprises similaires. Ainsi, une interrogation subsiste quant à la capacité de la demande à satisfaire l'offre dans une aire de chalandise aussi restreinte.</p> <p>De plus, à l'heure du déploiement des dispositifs nationaux et régionaux en faveur de la revitalisation des bourgs-centres, l'opportunité d'aménager deux zones si proches l'une de l'autre d'une part, et de Pesmes d'autres part, est à requestionner quant à la pérennité des commerces implantés au centre de Pesmes.</p> <p>Par ailleurs, la ZAC des Quatre-Fesses conduira à la réduction de terres agricoles, dans une zone en dehors de toute continuité urbaine. Cette implantation semble incohérente avec les objectifs fixés à l'échelle nationale, régionale et locale à court, moyen et long terme de Zéro Artificialisation Nette (ZAN).</p>	Zonage	<p>La zone économique des 4 fesses n'est pas une zone commerciale à proprement parler : les commerces y sont autorisés seulement sur une petite partie (1AUAc), et avec une limite de taille proscrivant les grandes surfaces. Ces commerces n'auront donc pas vocation à concurrencer ceux des communes voisines, mais viendront principalement servir les usagers de la route et les employés de la zone d'activité. A noter que la traversée de Pesmes est interdite aux poids lourds, qui sont donc davantage amenés à passer par le carrefour des 4 fesses.</p> <p>Par ailleurs, une étude d'opportunité économique a été menée dans le cadre de ce projet, pour l'inscrire en complémentarité avec les territoires voisins, dont le Pays Graylois.</p>

## 2. Analyse des avis des communes

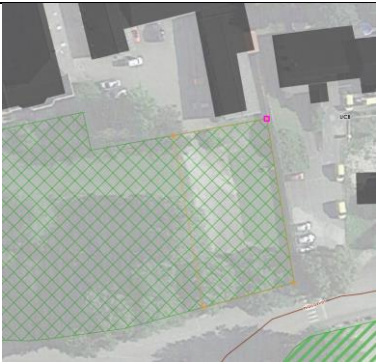

Détails	Document(s) du PLUi mobilisé(s)	Positionnement du territoire
<p><b><u>Dampierre</u> :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sur la sortie de Dampierre, côté Ranchot, au niveau de l'impasse Cabone, classer la parcelle triangulaire ZD 186 en UR.</li> <li>Sur le lotissement « le Cléau », au chemin des forgerons, les parcelles ZI 150, ZI 339, ZI 418, ZI 447, ZI 448 et ZI 449 sont à remettre en UR.</li> <li>Sur la rue de Fraisans, demande de classification de la parcelle ZK 44 en UR</li> </ul>	<p>Règlement graphique</p>	 <p>La parcelle ZD 186 étant bâtie, elle sera passée en UR</p>  <p>Les parcelles du lotissement « le Cléau », actuellement classées en Ap mais construites, pourront être passées en UR. Les parcelles non bâties comptabilisent comme du potentiel foncier.</p>  <p>La parcelle ZK 44 est en discontinuité de l'urbanisation et n'est pas bâtie : elle ne sera donc pas reclassée en UR</p>

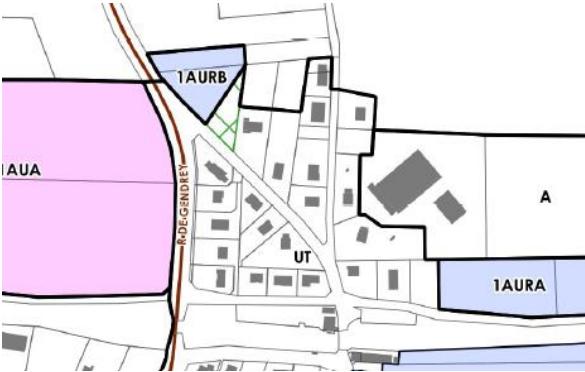
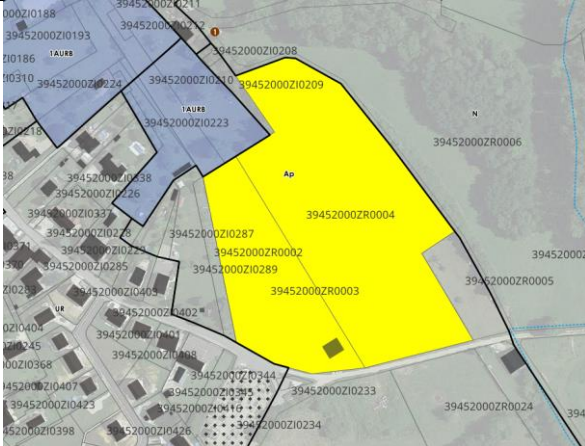
<ul style="list-style-type: none"> <li>En bas de Châteauneuf, rue des Forges, mettre la parcelle ZI 209 en UR au lieu de N jusqu'à la limite de l'habitation.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux Granges, remettre le triangle de la parcelle ZE 86 en UH au lieu de A.</li> <li>Aux Minerais, au chemin de l'étang, remettre une bande de terrain de la parcelle ZC 128 à classer A au lieu de Ap afin de pouvoir réaliser des annexes.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aux Minerais, remettre la bande de terrain sur la parcelle ZH 228 derrière les habitations des parcelles ZH 149 et ZH 150 en Ap pour éviter les constructions en double rideau.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sur la rue du cimetière, les parcelles ZC 7, ZC 10, ZC 53, ZC 220, ZC 273, ZC 274 sont à remettre en UR en respectant l'absence de construction en double rideau.</li> </ul>		 <p>La parcelle ZI 209 est en discontinuité de l'urbanisation et n'est pas bâtie : elle ne sera donc pas reclassée en UR</p> <p>Les parcelles ZE 86 et ZC 128 sont d'ores et déjà classées en UR</p>  <p>Cette bande sera passée en Ap</p>  <p>Ces parcelles consistent une extension urbaine et ne peuvent de fait pas être passées en UR.</p>
<p><b><u>Étrepigny ; Gendrey ; Montmirey-la-Ville ; Montmirey-le-Château ; Pagny ; Saligney</u></b></p>		


<p>Nous vous informons que la commune d'Etrepigny APPROUVE le règlement du PLUI mais souhaite que l'article UR1 dans le chapitre des dispositions applicables à la zone UR soit modifié et permette l'installation d'artisans et de commerces de détail, sous conditions (voir projet modifié page 109)</p>	<p>Règlement</p>	<p>Afin de permettre les commerces et le petit artisanat non nuisant chez les particuliers, le règlement écrit sera revu : seront autorisés l'artisanat et le commerce de détail dans une limite de 100 m<sup>2</sup> de surface et sous conditions de ne pas générer de nuisances incompatibles avec la vocation résidentielle de la zone. Sera également revu l'OAP commerces pour intégrer cette nouvelle disposition.</p>
<p><b>Évans :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ La parcelle ZE 11 appartenant à Mr GAUDRON Alain qui est en zone A (Zone Agricole) repasse en Zone UR (Zone Urbanisable), car celui-ci a eu l'accord pour un permis de construire d'une maison individuelle le 29/03/2022.</li> <li>■ Ainsi que les parcelles AB 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 actuellement en zone A (Zone agricole) doivent repasser en UR (Zone Urbanisable) car des permis de construire ont également été accordés en 2020, 2021 pour Mrs YUCEL Rahim, PARROT Arnaud, PERREY Samuel et MARGELIN Julien. Par ailleurs, les maisons sont construites.</li> </ul>	<p>Zonage</p>	 <p>La zone UR sera élargie pour intégrer la construction existante. Un périmètre plus précis sera néanmoins à transmettre, sur la base du permis de construire délivré, car l'intégralité de la zone ZE11 ne pourra être classée en constructible sans la création d'une zone AU, ce qui est impossible à ce stade de la procédure</p>  <p>La zone UR sera élargie pour intégrer les parcelles déjà bâties.</p>
<p><b>Offlanges :</b></p>	<p>Règlement</p>	<p>Voir réponse plus haut</p>



<p>✓ <b>DEMANDE</b> que l'article UR1 dans le chapitre des dispositions applicables à la zone UR soit modifié et permette l'installation d'artisans et de commerces de détail, sous conditions,</p> <p>✓ <b>N'ACCEPTE PAS</b> un secteur 1AUAc, couvrant la partie ouest de la ZAC des 4 Fesses à Dammartin Marpain, où le commerce de détail est autorisé en deçà de 200m² d'emprise au sol,</p>	<p><b>Zonage</b></p>	<p>La communauté de communes a souhaité permettre l'implantation de commerce sur un secteur ciblé, travaillé avec les élus et porteurs de projet. Les surfaces autorisées sont limitées et le secteur réduit.</p>
<p><b><u>Orchamps :</u></b></p> <p>après en avoir discuté, délibéré et voté à l'unanimité :</p> <p>DEMANDE la matérialisation sur le règlement graphique de la rue de l'Iserole sur la parcelle cadastrée ZM39 et la création d'un emplacement réservé n°26.</p> <p>DEMANDE la matérialisation sur le règlement graphique de l'emplacement du camping municipal sur le domaine public fluvial, chemin de contre halage et son classement en secteur NI3.</p> <p>DEMANDE la matérialisation sur le règlement graphique de l'emplacement des terrains de football et des vestiaires sur la parcelle cadastrée ZP36, et son classement en secteur NI2.</p> <p>DEMANDE la réécriture dans le règlement pour le secteur NI2 (équipements sportifs de loisirs) de la phrase « Seuls les aménagements liés aux équipements sportifs et culturels d'une emprise au sol de 80 mètres carré sont autorisés » afin de permettre la réalisation du city parc, du pumtrack de l'espace fitness et de l'aire de jeux pour enfants.</p> <p>DEMANDE la suppression du classement en jardin dans le secteur UCB sur une largeur de 22 mètres depuis sa limite Est pour la parcelle cadastrée AE 124.</p>	<p><b>Zonage</b></p> <p><b>Règlement écrit</b></p> <p><b>Zonage</b></p>	<div data-bbox="1285 347 1715 692" data-label="Image"> </div> <p>Le zonage ne fait pas apparaître les voiries, mais celle-ci est matérialisée dans l'OAP du secteur.</p> <p>Les secteurs NI3 et NI2 sont des STECAL. Il n'est pas possible de créer de STECAL à ce stade de la procédure car ceux-ci doivent être examinés par la CDPENAF avant l'arrêt. La création d'un STECAL n'est toutefois nécessaire que pour permettre de nouvelles constructions.</p> <p>La formulation actuelle du règlement des STECAL NI2 permet déjà ces activités</p>

<p>DEMANDE la suppression du classement en espaces verts d'intérêt écologique dans le secteur UCB sur une largeur de 10 mètres depuis sa limite Est pour la parcelle cadastrée AD 48.</p> <p>DEMANDE la réécriture dans le règlement pour la zone UR de l'article UR1 afin de permettre l'installation de l'artisanat et du commerce de détail, sous conditions.</p>	<p>Zonage</p> <p>Règlement écrit</p>	 <p>L'inscription graphique « jardin » sera redélimitée.</p>  <p>La bande de 10 mètres sera supprimée du classement en espace paysager.</p> <p><i>Voir réponse plus haut</i></p>
<p><b><u>Ranchot</u></b></p>	<p>OAP</p>	<p>Des dispositions relatives à la gestion de l'eau sur la ZA Route de Gendrey ont d'ores et déjà été inscrites dans l'OAP sectorielle : « Aménager des surfaces de stationnement en revêtement perméable et durable » ; « Mettre en place la gestion des eaux pluviales à la parcelle obligatoirement »</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• ZONE ARTISANALE PREVUE PAR JURA NORD- Route de Gendrey</li> </ul> <p>Ce secteur a connu de fortes inondations lors des dernières intempéries. Il est donc précisé que des aménagements devront être réalisés pour canaliser ces eaux par la communauté de Communes.</p> <p>En effet, la commune de RANCHOT pour sa part investit pour préserver les sites et les habitations de ce secteur.</p> <p>LOTISSEMENTS DES COMBOTTES - CHEMIN DU VOLUROUX – LES AIGUISONS (secteur Combottes) – ZONAGE IDENTIQUE QUE POUR LE CENTRE VILLAGE UA</p> <p>Les habitations de ce secteur devront être classées comme le centre du village et sans restriction supplémentaires idem pour les distances de construction à savoir Trois mètres ou limites de propriété.</p>	<p>Règlement graphique</p>	<p>Le lotissement des Combottes est actuellement classé en zone UT, avec une implantation libre par rapport aux voies et emprises publiques. Un reclassement en UCA encadrera leur implantation, à l'alignement ou dans un recul compris entre 0 et 6 mètres.</p> 
<p><b><u>Rans :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qu'une partie du terrain de M. VONIN cadastre ZR 3 (lieudit sur LAVAUX) et qu'une partie du terrain de M. SIMMEN cadastre ZR 4 (lieudit sur LAVAX) puissent être reconnues comme constructibles dans le cadre d'une déclaration de projet communal et intercommunal. Ce projet viendrait compenser la rétention foncière dénoncée par la municipalité de RANS depuis novembre 2022 dans le cadre de l'élaboration du PLUI, bloquant le développement de la commune. Ce projet permettra la conservation écologique de vergers anciens et récents. De plus la commune de RANS dénonce une incompréhension quant à la classification du terrain ZR 3 en « forêt fonctionnelle ».</li> </ul>	<p>Zonage</p>	 <p>La création de nouvelles zones AU n'est pas possible après l'arrêt du PLUI car il s'agit d'une modification substantielle du projet.</p>

<p>- Que l'article VR1 dans le chapitre des dispositions applicables à la zone UR soit modifié et permette l'installation d'artisans et de commerces de détail sous condition.</p>	<p>Règlement écrit</p>	<p>Par ailleurs, il est à noter que ces parcelles sur leur partie sud ont déjà fait l'objet de deux demandes de dérogation aux services de l'Etat, refusées.</p> <p>Voir réponse plus haut</p>
<p><b><u>Salans :</u></b></p> <p>Alors, la commune de Salans souhaite que l'article UR1 dans le chapitre des dispositions applicables à la zone UR soit modifié et permette l'installation d'artisans et de commerces de détail, sous conditions (voir projet modifié page 109)</p> <p>Modification de trait de zonage n'entraînant pas de modification sur l'économie générale du projet en zone UCA. Déplacement du tracé au nord du château et de l'église pour le ramener en limite du PPRI. Déplacement du zonage à l'ouest de l'église pour englober le parcellaire, voir plan joint.</p> 	<p>Règlement écrit</p> <p>Zonage</p>	<p>Voir réponse plus haut</p> <p>Les modifications demandées seront effectuées</p>

